

Archives départementales de l'Aude

Résistances et clandestinité dans l'Aude

Exposition réalisée par les Archives départementales de l'Aude,
présentée à Carcassonne du 11 octobre 2010 au 7 janvier 2011

Commissaires de l'exposition :

Yannis Bautreit, assistant qualifié de conservation du patrimoine

Jean Blanc, attaché de conservation du patrimoine

Sylvie Caucanas, conservateur en chef du patrimoine

Françoise Fassina, assistant de conservation du patrimoine

Geneviève Rauzy, attachée de conservation du patrimoine

Carcassonne 2010

Avant-propos

En cette année où nous célébrons le soixante-dixième anniversaire de l'appel du 18 juin, le Conseil général de l'Aude se doit de rendre un hommage appuyé à la France libre et à la Résistance intérieure, à ces femmes et à ces hommes qui n'ont pas hésité à mettre en péril leur vie, à se sacrifier pour délivrer l'Europe de l'oppression et sauvegarder les valeurs de la République.

C'est l'ambition de l'exposition que présentent aujourd'hui les Archives départementales de l'Aude à l'occasion de la tenue à Carcassonne des journées annuelles de la Fondation nationale de la Résistance. Grâce au soutien des résistants eux-mêmes et au concours de différents musées et de collections particulières, le grand public peut découvrir ce que fut dans l'Aude l'esprit de Résistance : avant tout un engagement individuel, total et héroïque.

Les itinéraires de ces hommes de conviction sont multiples. Leur action militaire fut décisive dans la libération du département. Mais la Résistance, ce fut aussi un combat idéologique, le refus de la fatalité et l'esprit de révolte, la presse clandestine, le sauvetage des persécutés, l'aide aux proscrits et aux persécutés.

Souhaitons que cette exposition nous aide à ne pas l'oublier et que les jeunes, en qui il faut entretenir la flamme de la mémoire, comprennent que ces combattants de l'ombre luttèrent pour que naisse une nouvelle société fondée sur la liberté, la justice et la fraternité.

Marcel Rainaud,
Sénateur de l'Aude,
Président du Conseil général

Introduction

S’il est une histoire qui suscite encore les passions, les débats et les polémiques, c’est assurément celle de la Seconde Guerre mondiale, et plus particulièrement celle de la Résistance. Plus de soixante-dix ans après, le sujet est toujours à l’origine de vives controverses. Comme l’écrivaient en 1995 Jean-Marie Guillon et Pierre Laborie, la Résistance « n’est pas devenue un objet froid et on y respire toujours la chair humaine, son goût de bonheur et ses douleurs encore à vif ». Parfois les témoignages se contredisent, s’affrontent ; souvent, les tensions sont vives entre les acteurs et les historiens qui n’ont pas toujours la même appréhension des faits. Aussi, est-il indispensable d’aborder l’histoire de cette période avec toute la distance et l’objectivité nécessaires, sans pour autant s’interdire une lecture sensible et empreinte de sympathie.

L’exposition que nous présentons aujourd’hui ne saurait avoir pour objectif de retracer dans toute sa complexité ce que fut la Résistance dans le département de l’Aude ; elle n’a pas non plus la prétention de dresser une liste exhaustive de tous ceux qui, n’hésitant pas à mettre leur vie en danger, embrassèrent ce combat pour la Liberté.

Se nourrissant des travaux historiques fondamentaux que sont les ouvrages de Julien Allaux et de Lucien Maury, puisant dans les collections des musées ou dans les fonds d’archives publiques et privées pour illustrer les événements et les ancrer dans la réalité historique, renvoyant sur les témoignages des acteurs pour donner chair et vie aux faits rapportés, l’exposition a été conçue dans un but essentiellement didactique. Bien qu’il soit impossible d’en donner une définition satisfaisante tant elle recouvre des formes multiples (de la protestation contre les décisions de Vichy à l’action armée) et touche des groupes sociaux et culturels divers, nous nous sommes efforcés d’évoquer la Résistance dans sa double dimension : une lutte patriotique pour la libération du sol national et un combat idéologique pour la dignité de la personne humaine.

Ce projet n'aurait pu voir le jour sans l'aide que nous ont apportée avec générosité de nombreux partenaires (anciens résistants et déportés, musées et collections privées, service départemental de l'Office national des anciens combattants) et sans une mobilisation de l'ensemble des services des Archives départementales. Que tous soient ici chaleureusement remerciés.

Les investigations menées dans le cadre de l'exposition montrent qu'il reste encore beaucoup à apprendre sur l'histoire de la Résistance dans l'Aude ; de nombreux témoignages heureusement engrangés pour les générations futures, des fonds entiers d'archives n'ont encore fait l'objet d'aucune recherche historique sérieuse et demeurent toujours malheureusement inexploités. Souhaitons que l'évocation de ce passé encore proche, de ces heures sombres et glorieuses suscite de nouveaux travaux.

Sylvie Caucanas
Directeur des Archives départementales de l'Aude

Orientations bibliographiques

En 1995, Pierre Laborie et Jean-Marie Guillon écrivaient : « l'histoire de la Résistance reste à faire ». Et pourtant, cinquante ans après la fin du second conflit mondial, on ne dénombrait pas moins de 2 000 articles et ouvrages consacrés à la Résistance intérieure. Qu'en est-il aujourd'hui ? Le nombre des publications consacrées à la période 1939-1945 est considérable : 11 600 parues entre 1964 et 2001 dont 3 250 portant sur la Résistance intérieure et 1 070 sur la France libre, soit 37 % de l'ensemble des parutions sur la période. La célébration, en cette année 2010, du soixante-dixième anniversaire de l'appel du 18 juin a suscité un renouveau d'intérêt pour le sujet et de nombreux titres sont venus augmenter la bibliographie déjà abondante. Après les travaux pionniers d'Henri Noguères et d'Henri Michel, les chercheurs, depuis une vingtaine d'années, s'efforcent d'insérer l'histoire de la Résistance dans une vision globale, renouvelant l'histoire nationale par des monographies locales, s'intéressant aux aspects politiques et militaires sans négliger pour autant les facteurs sociaux et idéologiques.

Pour permettre au public de s'orienter dans cette profusion d'ouvrages, nous avons choisi de ne présenter qu'une sélection, privilégiant les travaux de référence et les études les plus récentes qui donnent une juste idée des dernières orientations historiographiques.

Quant aux publications concernant le département de l'Aude, nous les avons recensées de manière plus systématique.

Ouvrages généraux

- Albertelli (Sébastien), *Atlas de la France libre. De Gaulle et la France libre, une aventure politique*. Paris, éditions Autrement, 2010, 79 p. (coll. Atlas/Mémoires)
- Amouroux (Henri), *La grande histoire des Français sous l'Occupation*. Paris, R. Laffont, 1976-1999, 5 vol. (rééd. 2005-2009, coll. Bouquins).
- Boursier (Jean-Yves), *Résistants et Résistance*. Paris, L'Harmattan, 1997. 408 p. (coll. Chemins de la mémoire).
- Cointet (Michèle) et Cointet (Jean-Paul) dir., *Dictionnaire historique de la France sous l'Occupation*. Paris, Tallandier, 2000, 732 p.
- Cubero (José), *Les Républicains espagnols*. Pau, éditions Cairn, 2003, 366 p.
- Douzou (Laurent), *La Résistance française : une histoire périlleuse*. Paris, éditions du Seuil, 2005, 371 p. (coll. Points Histoire).
- Dreyfus-Armand (Geneviève), *L'exil des Républicains espagnols en France. De la guerre civile à la mort de Franco*. Paris, Albin Michel, 1999, 475 p.
- Durand (Paul), *La S.N.C.F. pendant la guerre, sa résistance à l'occupant*. Paris, P.U.F., 1968, 666 p.
- Fédération nationale des déportés et internés de la Résistance, Union nationale des associations de déportés internés et familles de disparus et Fillaire (Bernard), *Jusqu'au bout de la Résistance*. Paris, Stock, 1997, 517 p.
- Gilzmer (Mechtild), Levisse-Touzé (Christine), Martens (Stefan), *Les femmes dans la Résistance en France. Actes du colloque international de Berlin, 8-10 octobre 2001*. Paris, Tallandier, 2003, 430 p.
- Guillon (Jean-Marie) et Laborie (Pierre), *Mémoire et histoire : la Résistance*. Toulouse, Privat, 1995, 352 p.

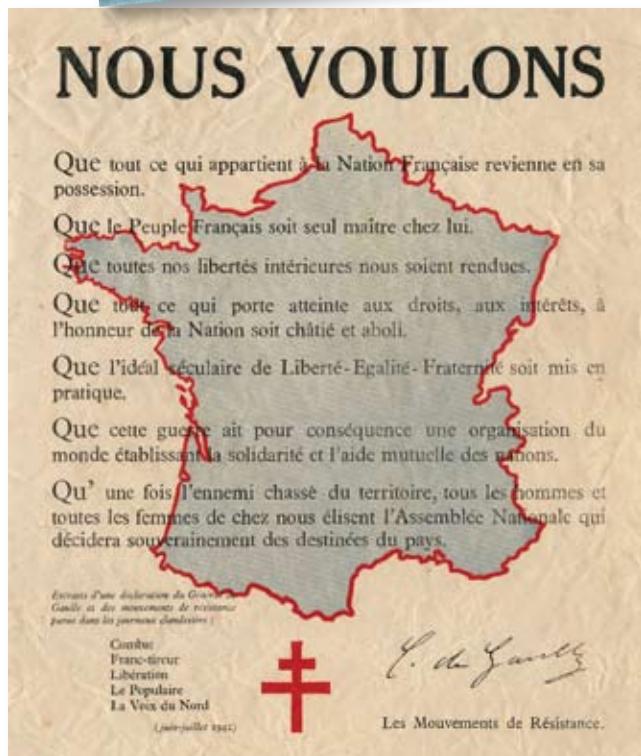
- Kedward (Harry Roderick), *À la recherche du maquis*. Paris, Éditions du Cerf, 1999, 473 p.
- Lelau (Jean-Louis), Passera (François) et Quellien (Jean) dir., *La France pendant la Seconde guerre mondiale. Atlas historique*. Paris, Fayard, ministère de la Défense, 2010, 335 p.
- Marcot (François) dir., *Dictionnaire historique de la Résistance : Résistance intérieure et France libre*. Paris, Robert Laffont, 2006, 1187 p. (coll. Bouquins).
- Mayer (Daniel), *Les socialistes dans la Résistance. Souvenirs et documents*. Paris, Presses Universitaires de France, 1968, 248 p.
- Muracciole (Jean-François), *Les Français libres. L'autre Résistance*. Paris, Tallandier, 2009, 432 p.
- Murraciale (Jean-François), *Histoire de la Résistance en France*. Paris, P.U.F., 2003, 128 p. (coll. Que sais-je ?).
- Noguères (Henri) dir., *Histoire de la Résistance en France*. Paris, Robert Laffont, 1967-1981, 5 vol.
- Ortiz (Jean) coord., *Rouges : maquis de France et d'Espagne. Les Guérilleros. Actes du colloque du Laboratoire de langues et littératures romanes de l'Université de Pau, 20-21 octobre 2005*. Biarritz, Atlantica, 2006, 490 p.
- Prost (Antoine) dir., *La Résistance, une histoire sociale*. Paris, les éditions de l'Atelier-éditions de la Découverte, 1997, 250 p.
- Sagnes (Jean) et Marielle (Jean), *Le vote des quatre-vingts le 10 juillet 1940 à Vichy*. Perpignan, éditions Talaia, 2010, 112 p.
- Thibault (Laurence) dir., *Les femmes et la Résistance*. Paris, AERI, la Documentation française, 2006, 175 p.
- Weitz (Margaret), *Les combattantes : histoire des femmes dans la Résistance, 1940-1945*. Paris, Albin Michel, 1996, 416 p.
- Wieviorka (Olivier), *La mémoire désunie. Le souvenir politique des années sombres de la Libération à nos jours*. Paris, Seuil, 2010, 308 p.

Ouvrages sur les régions Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées

- Bailly (Jacques-Augustin), *La Libération confisquée. Le Languedoc, 1944-1945*. Paris, Albin Michel, 1993, 482 p.
- Bouladou (Gérard), *L'Hérault dans la Résistance, 1940-1944*. Nîmes, C. Lacour, 1992 (reprint d'une œuvre de 1965), 250 p.
- *Le Midi toulousain sous l'Occupation et à la Libération*. Numéro spécial de *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale et des conflits contemporains*, n° 131, juillet 1983, 144 p.
- Pike (David Wingate), « La retraite des forces allemandes du sud-ouest de la France, août 1944 », dans *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 164, octobre 1991, p. 49-73.
- *Résistance. Témoignages, dossiers, chronologie. Édition Languedoc-Roussillon*. Paris, Little big man, 2004, 240 p.
- Sentis (Georges), *Le Service B des F.T.P.F. et la région Aude-Hérault*. Lille, Éditions Marxisme/Régions, 1989, 27 p.
- Souyris-Rolland (André) dir., *Les Forces françaises de l'Intérieur du Languedoc-Roussillon région R3 dans l'armée de la Libération. Colloque d'histoire Montpellier, 14 mars 1996*. Arcueil, Public-Réalizations, 1997, 256 p.
- Trempé (Rolande) éd., *La Libération dans le Midi de la France : actes du colloque... de Toulouse...*, 7-8 juin 1985. Paris, Université de Toulouse-Le Mirail, 1986, 410 p.

Ouvrages sur le département de l'Aude

- Agnel (Paul), « Les maquis de Trassanel » dans *Patrimoines, vallées des Cabardès*, cahier 4, 2009, p. 67-72.
- Allaux (Julien), *La Deuxième Guerre mondiale dans l'Aude*. Épinal, Éditions du Sapin d'or, 1986, 254 p.
- Allaux (Julien), *Libération du département de l'Aude, 6 juin-15 septembre 1944*. Carcassonne, 1974, 52 p., dact. (A. D. Aude, 2 J 343).
- Allaux (Julien), *Les Martyrs de Baudrigues*. Carcassonne, Commission départementale de l'information historique pour la paix, 1994, 19 p.
- Allaux (Julien), *Les mines d'or de Salsigne pendant la Deuxième Guerre mondiale*. Carcassonne, 1983, n. p., dact., 10 phot. (A. D. Aude, 2 J 387).
- Amiel (Gérard), « Sur les pas d'un résistant de la Montagne Noire » dans *Patrimoines, vallées des Cabardès*, cahier 4, 2009, p. 73-76.
- *Aude 44. L'été de la Liberté. Pour ne pas oublier*. Supplément à *Perspectives*, Bulletin d'information du Conseil général de l'Aude, n° 48, 1994, 16 p.
- Bardières (Jean), *A travers la Montagne. Ordres et missions du Corps franc de la Montagne Noire (1943-1944-1945)*. Extrait de la *Revue du Tarn* n° 182, 2000, 56 p.
- Bardières (Jean), *1944-1994. Cinquantenaire du Corps franc de la Montagne Noire... S. l.*, 1994, 22 p.
- Cazals (Rémy), *Histoire des entreprises de l'Aude (1939-1945)*. Aragon, 1987, 28 p., dact. (A. D. Aude, 2 J 538).
- Cazals (Rémy), *Tracts et journaux clandestins, 1940-1944*. Carcassonne, Archives départementales de l'Aude, 1992, 48 p.
- Cazals (Rémy) et Fabre (Daniel), *Les Audois. Dictionnaire biographique*. Carcassonne, 1990, 349 p.
- Fonquerne (Mylène), *Les victimes audoises de la Seconde guerre mondiale*. Perpignan, Université de Perpignan, mémoire de maîtrise d'histoire, 1998, 179 p., dact. (A. D. Aude, 2 J 982).
- Lair (Roger), Rivals (Claude) et Roou (André), *Aimé Ramond. De Montgeard à Carcassonne. Itinéraire d'un policier résistant*. Carcassonne, Amicale culturelle de Montgeard et Cercle d'histoire Aimé Ramond, 1995, 137 p.
- Maury (Lucien), *La Résistance audoise*. Carcassonne, Comité d'Histoire de la Résistance du département de l'Aude, 1980, 2 t., 449 et 434 p.
- Mompezat (Roger), *Le Corps-Franc de la Montagne Noire. Journal de marche, avril-septembre 1944*. Castres, 1963, 243 p.
- Roquefort (Félix), *Ils sont entrés dans la légende*. Conques-sur-Orbiel, 1981, 241 p.
- Salavy (Louis), *Picaussel 1944-1994*. Puivert, Amicale des anciens du maquis de Picaussel, 1994, 35 p.
- Tisseyre (Jean) et Vives (Louis), « Les derniers témoins du camp de Rivel (Aude), 1940-1944 », dans *Bulletin de la Société d'Études Scientifiques de l'Aude*, tome XCII, 1992, p. 125-133.



Tracts diffusés par les Mouvements de Résistance
et saisis par les services de la Préfecture
(A. D. Aude, 99 W 61, 74 ; 107 W 234)

Sources

Guide

- Direction des Archives de France, *La Seconde Guerre mondiale. Guide des sources conservées en France. 1939-1945*. Paris, Archives nationales, 1994, 1217 p.

Les fonds concernant la Seconde Guerre mondiale conservés aux Archives départementales de l'Aude ont, depuis la publication du guide, fait l'objet de reclassements et pour la plupart d'une recotation ; des tables de concordance sont à la disposition des chercheurs.

Témoignages écrits

France

- *Français en Résistance. Carnets de guerre, correspondances, journaux personnels*. Édition établie par Guillaume Piketty. Paris, Robert Laffont, 2009, 1170 p. (coll. Bouquins).

Aude

- Alibert (Roger), *Souvenirs de résistant à Espérazza : parachutages, rencontre avec la Milice en 1943-1944*, 2000, 7 p. dact. (A. D. Aude, 3 J 2500).
- Barthas (Gilbert), *De Miol à Pilote. Souvenirs d'un résistant du maquis Minervois-La Prade durant la Seconde guerre mondiale*. S. l., s. d. [2002], 35 p., dact. (A. D. Aude, 2 J 1150).
- Jarlier (Albert), *Dernières heures allemandes à Carcassonne*. Carcassonne, 2008, 6 p., ms. (A. D. Aude, 2 J 1359).
- Jarlier (Albert), *Carcassonne libéré. Message pour Londres*. Carcassonne, 2008, 4 p., ms. (A. D. Aude, 2 J 1360).
- Michel (Jean), *Passé simple. Écrits et témoignages des années de la « drôle de guerre »,*

du régime de Vichy, de l'Occupation et de la Libération à Saissac et dans la Montagne Noire. Saissac, 3^e édition, août 2004, 62 p. dact. (A. D. Aude, 2 J 1395).

- Pech (René), *La journée des otages. Événement mémorable survenu à Couiza et dans l'Étroit d'Alet le 17 août 1944*. Couiza, 2008, 9 p., dact. (A. D. Aude, 2 J 1340).
- Piquemal (lieutenant-colonel René), *Avec ceux du Minervois. 40 ans après... Les Anciens du Bataillon Minervois au général Bousquet*. S. l., 1990, 190 p. dact. (A. D. Aude, 2 J 743).
- Respaut (André), *Buchenwald, terre maudite* [notes prises sur du papier volé aux Allemands, manuscrit et photocopie de l'ouvrage imprimé, 1944-1946 (A. D. Aude, 3 J 1564)].

Sources manuscrites

Nous avons choisi de ne présenter ici que les fonds d'archives principaux conservés aux Archives départementales de l'Aude, renvoyant pour les sources annexes au guide des sources publié en 1994.

Commissions historiques

89 W Fonds de la Commission d'histoire de l'Occupation et de la Libération de la France (créée le 20 octobre 1944 pour enquêter sur les origines et l'action de la résistance à l'ennemi ; assurer la préservation des documents intéressants la vie de la France de 1940 à 1945 ; procéder à des publications susceptibles d'aider les historiens dans leurs recherches) ;

du Comité départemental de la Libération de l'Aude (documents réunis par le Comité sur le conflit) ; du Comité d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale (créé le 6 juin 1945 pour coordonner les programmes des travaux entrepris dans les divers départements ministériels sur l'histoire du conflit ; s'informer des travaux historiques réalisés dans les différents pays alliés), 1940-1972.

Fonds provenant des services préfectoraux

- 90 W Fonds de la Sous-préfecture de Limoux (administration générale, police et sûreté, affaires communales), 1935-1959.
- 91 W Fonds de la Préfecture de l'Aude (réquisitions militaires), 1939-1949.
- 92 W Fonds de la Préfecture de l'Aude (défense passive, militaires et prisonniers, chantiers de jeunesse, surveillance de la population, réquisitions), 1935-1952.
- 98 W Fonds de la Préfecture de l'Aude (service des relations franco-allemandes, service liquidateur des réquisitions allemandes), 1943-1946.
- 99 W Fonds de la Sous-préfecture de Narbonne (surveillance de l'opinion et des partis politiques, surveillance et répression de la résistance), 1940-1959.
- 102 W Fonds de la Préfecture de l'Aude (Légion française des combattants, SOL, Milice, Légion tricolore et Légion des volontaires français, relations franco-italiennes et franco-allemandes, STO), 1937-1958.
- 103 W Fonds de la Préfecture de l'Aude (étrangers), 1938-1946.
- 104 W Fonds de la Préfecture de l'Aude (personnel de l'administration préfectorale), 1939-1956.
- 105 W Fonds de la Préfecture de l'Aude (élections, démissions de municipalités), 1940-1948.
- 106 W Fonds de la Préfecture de l'Aude (organisation et personnel des services de police, sûreté générale), 1939-1948.
- 107 W Fonds de la Préfecture de l'Aude (administration générale, affaires militaires, surveillance du territoire et de l'opinion, économie, affaires sociales, fonds du Comité départemental de Libération, Résistance et victimes de guerre), 1922-1960.
- 108 W Fonds de la Préfecture de l'Aude (fonctionnaires et élus du département : surveillance politique), 1939-1950.
- 111 W Fonds de la Préfecture de l'Aude (STO, surveillance politique), 1942-1943.

Fonds judiciaires

- 1615 W Chambre civique de l'Aude, 1944-1945.
- 1617 W Cour de justice de l'Aude, 1944-1945.
- 2392 W Cour de justice de Carcassonne, 1944-1945.

Fonds privés

Sous-série 3 J

- 3 J 499 Chronologie de la Résistance dans l'Aude (1940-1944) : fiches dressées par Julien Allaux, correspondant départemental du Comité d'histoire de la deuxième guerre mondiale, 1971.
- 3 J 682 Cahier original tenu par les écoliers de Tournissan sur « leur village à

l'heure allemande » sous la direction de leur instituteur Jean Puget, 1939-1945.

3 J 1497-1508 Forces françaises de l'Intérieur, régiment de l'Aude, bataillon de sécurité, 5e compagnie de Lézignan-Corbières, 1941-1948.

3 J 1565 Chronologie des événements de 1940 à 1943, tracts résistants, propagande pétainiste, 1940-1944.

3 J 2527 Lettre de Françoise à François (non identifiés) relatant la libération de Carcassonne, 25 août 1944.

3 J 2687/1-10 Fonds Pierre Chiffre, mineur à Villanière, militant syndicaliste et déporté, 1989-2000.

Sous-série 119 J

119 J Fonds Jacques Ruffié, hématologue (119 J 18-26 : actions de résistance), 1944-1995.

Sous-série 123 J

123 J Fonds Francis Vals, président du Comité départemental de Libération (Comité départemental de Libération, Commission départementale de contrôle, épuration et sélection de l'Aude), 1939-1946.

Fonds iconographiques

Sous-série 2 J

2 J 86 Carcassonne sous l'occupation allemande, recueil de dessins originaux de Jacques Ourtal, 1944.

Série Fi

1 Fi 744 Carte de la Résistance dans le département de l'Aude (période du 11 novembre 1942 au 24 août 1944), dressée par Julien Allaux, correspondant départemental du Comité d'his-

toire de la deuxième guerre mondiale, 1971.

2 Fi 781-794 Le château de Puginier après l'incendie au départ des troupes allemandes, photographies, 1944.

2 Fi 2477-2501, 3136-3142 Carcassonne durant l'Occupation et lors de la Libération, photographies, 1942-1944.

2 Fi 3143-3148 Aimé Ramond, obsèques et commémoration des martyrs de Baudrigues, photographies, 1942-1951.

3 Fi 1222 Maquis de Picaussel, photographie, 1943-1944.

18 Fi 180, 292-296, 389 Narbonne sous l'occupation allemande, photographies, 1942-1944.

Série Dv

76 Dv Fonds Claude Marquié (documents iconographiques sur la Résistance dans l'Aude), 1920-2001.

81 Dv Fonds privés concernant la guerre 1939-1945.

Série Phv

31 Phv 1 Stèles commémoratives érigées dans l'Aude en l'honneur de faits de Résistance, monuments et tombes en rapport avec la Seconde guerre mondiale, photographies, 2010.

Repères chronologiques

1939

- 26 janvier** : chute de Barcelone devant Franco, début de la *Retirada*.
février : ouverture des camps d'Argelès, Saint-Cyprien, Le Barcarès et Agde pour l'accueil des réfugiés espagnols ; **internement de réfugiés espagnols aux camps de Bram, Couiza et Montolieu**.
23 août : pacte germano-soviétique de non agression.
3 septembre : la France déclare la guerre à l'Allemagne.

1940

- 13 mai** : les troupes allemandes sont à Sedan.
mai : arrivée dans l'Aude de réfugiés belges, hollandais, luxembourgeois et du nord de la France.
9 juin : le gouvernement français quitte Paris pour Bordeaux.
10 juin : l'Italie déclare la guerre à la France.
14 juin : Paris occupé.
17 juin : nommé chef du gouvernement, le maréchal Philippe Pétain appelle à cesser le combat.
18 juin : appel du général de Gaulle sur la BBC.
22 juin : signature de l'armistice franco-allemand à Rethondes.
24 juin : signature de l'armistice franco-italien.
10 juillet : Pétain obtient les pleins pouvoirs et institue l'État français ; **deux députés de l'Aude refusent de voter les pleins pouvoirs, Léon Blum et Henri Gout**.
7 août : reconnaissance des Forces françaises libres par accord entre de Gaulle et Churchill.
29 août : création de la Légion française des combattants.
3 octobre : 1^{er} statut des Juifs édicté par le régime de Vichy.
24 octobre : entrevue de Montoire entre Pétain et Hitler.
novembre : **internements administratifs dans le centre de séjour surveillé de Rivel**.
2 novembre : à Narbonne, la municipalité socialiste du docteur Lacroix est dissoute.

1941

- février** : **la municipalité radical-socialiste de Carcassonne du docteur Tomey est dissoute**.
29 mars : création d'un Commissariat aux questions juives.
14 mai : à Paris, 1^{re} rafle de Juifs, internés dans des camps du Loiret.
2 juin : 2^e statut des Juifs ; recensement en zone sud.
22 juin : invasion de l'URSS par l'armée allemande, rompant le pacte germano-soviétique.

- août** : création du Service d'ordre légionnaire (SOL).
- 5 août** : création de la Légion des volontaires français contre le bolchevisme.
- 20 août** : ouverture du camp de Drancy près de Paris.
- septembre** : distribution de tracts communistes dans le Narbonnais et arrestation de 28 jeunes gens.
- 24 septembre** : depuis Londres, de Gaulle crée le Comité national français.
- octobre** : aménagement du centre de séjour surveillé de Rivel en camp pour recevoir « des étrangers sans ressources, des israélites et des communistes ».
- 15 octobre** : mise en détention de Léon Blum.
- novembre** : création du mouvement Combat, fusion des mouvements Liberté et Libération nationale ; **Albert Picolo prend la tête du mouvement Combat dans l'Aude**
- 7 décembre** : attaque japonaise sur Pearl Harbour ; les États-Unis entrent en guerre.

1942

- 17 janvier** : création du Bureau central de renseignements et d'action militaire (BCRAM) de la France libre.
- 19 février-11 avril** : procès de Riom.
- 27 mars** : départ du 1^{er} convoi de déportés juifs de France pour Auschwitz.
- avril** : naissance des Francs-Tireurs et Partisans français.
- 29 mai** : port de l'étoile jaune imposé aux Juifs en zone occupée.
- 14 juin** : visite du maréchal Pétain à Narbonne, Carcassonne et Castelnaudary.
- 22 juin** : mise en place de la Relève pour l'Allemagne ; la Légion des volontaires français contre le bolchevisme devient la Légion tricolore.
- 14 juillet** : la France libre devient la France combattante, marquant ainsi l'union avec la Résistance intérieure ; en zone sud, nombreuses manifestations à l'appel de la presse clandestine : **à Carcassonne, 2 000 manifestants boulevard Barbès.**
- 16 et 17 juillet** : 13 000 Juifs arrêtés dans la région parisienne, 7 500 enfermés au vélodrome d'hiver à Paris avant d'être déportés.
- 6 août** : début des déportations de Juifs depuis la zone non occupée.
- septembre** : en zone sud, création du Noyautage des Administrations publiques (NAP).
- 4-5 septembre** : **à Saint-Pierre-la-Mer, évasion de Pierre Brossolette par la mer à destination de l'Angleterre.**
- 17-18 septembre** : **tracts à Carcassonne appelant à manifester le 20 en souvenir de la bataille de Valmy.**
- octobre** : le général Delestraint est nommé commandant de l'Armée Secrète.
- novembre** : en zone sud, création du Service des opérations aériennes et maritimes (SOAM).
- 11 novembre** : invasion de la zone non occupée par les troupes allemandes ; **les troupes allemandes occupent le département, des détachements stationnent à Port-La Nouvelle et sur les aérodromes de Carcassonne et de Lézignan ; le général de Lattre de Tassigny tente de s'opposer à l'avancée de la 7^e Panzer Division, il est arrêté.**
- 27 novembre** : sabordage de la flotte française à Toulon.

1943

- 25 janvier** : à Limoux, attentat contre l'officier allemand Wilhem Henkel commis par deux guérilleros espagnols.
- 26 janvier** : Combat, Libération et Franc-Tireur fusionnent pour donner naissance aux Mouvements Unis de Résistance (MUR).
- 30 janvier** : création de la Milice par Laval, se substituant au Service d'ordre légionnaire (SOL).
- 2 février** : capitulation allemande à Stalingrad.
- 16 février** : instauration du Service du Travail Obligatoire (STO).
- 19 avril** : insurrection du ghetto de Varsovie.
- 27 mai** : fondation du Conseil national de la Résistance par Jean Moulin.
- mai** : Maurice Jean crée le réseau de renseignements Gallia ; création du maquis du Roc Blanc (Ariège) formé par des Audois et fondé par Ernest Zaugg et plus tard du maquis d'Aunat.
- 3 juin** : création du Comité français de libération nationale (CFLN) depuis Alger.
- 21 juin** : arrestation de Jean Moulin à Caluire.
- 8 septembre** : capitulation de l'Italie.
- 13 septembre** : débarquement en Corse d'unités du CFLN.
- 4 octobre** : libération de la Corse.
- 11 novembre** : manifestation des internes de seconde du lycée de filles de Carcassonne.
- 29 novembre** : sous le commandement d'Albert Kromer, descente de la Milice à Belcaire et Camurac ; nombreuses arrestations pour aide apportée aux réfractaires au STO.
- 29 décembre** : accord d'action commune entre l'Armée Secrète et les FTP.

1944

- 5 janvier** : les MUR s'allient avec plusieurs groupes de la zone nord pour créer le Mouvement de libération nationale (MLN).
- 18 janvier** : évacuation de la zone côtière (communes de Fleury, Salles-d'Aude, Gruissan, La Nouvelle, Sigean, Leucate et La Palme).
- 1^{er} février** : création des Forces françaises de l'Intérieur (FFI), regroupant les FTP, l'ORA et les forces armées des mouvements de Résistance (AS, corps-francs, maquis).
- 9 février** : début des bombardements alliés visant les infrastructures ferroviaires.
- 21 février** : exécution de 22 membres du « groupe Manouchian ».
- mars** : création du maquis de Gaja-la-Selve, dirigé par Pierre Cabours.
- printemps** : création du maquis de Villebazy.
- avril** : constitution du maquis « Corps franc de la Montagne Noire », dirigé par Roger Mompezat.
- mai** : Lucien Maury fonde le maquis de Picaussel.
- 4 mai** : le village du Bousquet est cerné par une colonne allemande appuyée par des miliciens.
- 26-27 mai** : bombardements alliés sur 25 grandes agglomérations françaises.

- 23 mai** : supplice du jeune Auguste Cathala à Montjardin (Chalabre) pour avoir refusé de livrer le maquis Faïta.
- 3 juin** : le Comité français de Libération nationale prend le titre de Gouvernement provisoire de la République française.
- 4 juin** : prise de Rome par les Alliés.
- 6 juin** : débarquement allié en Normandie.
- 10 juin** : massacre d'Oradour-sur-Glane.
- 10 juin** : les Allemands encerclent Névian et réquisitionnent la population masculine pour la construction de fortifications sur la côte.
- 26 juin** : attaque du maquis du Mas-Saintes-Puelles.
- 13 juillet** : Jean Bringer, chef de l'AS, devient chef départemental des FFI.
- 18-23 juillet** : attaque du maquis de Villebazy.
- 20 juillet** : attentat manqué contre Hitler ; assaut allemand sur le Corps franc de la Montagne Noire à La Galaube ; arrestation par la Gestapo d'Aimé Ramond.
- 27 juillet** : attaque du maquis Faïta.
- 29 juillet** : arrestation de Jean Bringer sur dénonciation.
- 6-9 août** : attaque sur le maquis de Picaussel ; pillage et incendie du hameau de Lescale (commune de Puivert).
- 8 août** : assaut allemand à la grotte de Trassanel.
- 15 août** : débarquement allié en Provence.
- 17 août** : combats dans les gorges de Cascabel et d'Alet entre le maquis de Salvezines et les Allemands ; le lieutenant américain Paul Swank est tué.
- 19 août** : évacuation du département par les troupes allemandes ; au domaine de Baudrigues (Roullens), les Allemands font sauter le dépôt de munitions et exécutent les résistants qu'ils y avaient regroupés dont Jean Bringer et Aimé Ramond.
- 21 août** : les FFI occupent la préfecture à Carcassonne ; installation du Comité départemental de Libération présidé par Francis Vals.
- 25 août** : libération de Paris.
- 26 août** : défilé de la Libération sur les Champs-Élysées.
- 27 août** : obsèques d'Aimé Ramond.
- 31 août** : le Gouvernement provisoire s'installe à Paris.
- 31 août** : obsèques de Jean Bringer à Carcassonne.
- 31 août** : instauration d'une Cour martiale à Carcassonne ; une autre voit le jour à Narbonne ; elles cessent de fonctionner mi-septembre.
- 15 septembre** : mise en place des cours spéciales de justice.
- 23 septembre** : incorporation des FFI dans l'armée.
- 24 septembre** : 1^{re} audience de la Cour de Justice de l'Aude.

1945

- 27 janvier** : libération du camp d'Auschwitz par l'Armée rouge.
4 février : conférence de Yalta (USA, Royaume-Uni et URSS) pour le partage de l'Allemagne en 4 zones d'occupation.
11 avril : libération du camp de Buchenwald par les Américains.
30 avril : Hitler se suicide dans son bunker à Berlin.
5 mai : libération du camp de Mauthausen par les Américains.
8 mai : capitulation de l'Allemagne à Berlin.
26 juin : fin de la conférence de San Francisco et signature de la Charte des Nations Unies.
31 juillet : **dernier procès jugé par la Cour de Justice de l'Aude, celui de René Bach.**
6 et 9 août : bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki.
2 septembre : capitulation du Japon.



Affichette gaulliste saisie par les services de la sous-préfecture de Narbonne (A. D. Aude, 99 W 61)

Continuer la lutte ou capituler ?

L'offensive allemande du 10 mai 1940 met les armées alliées en déroute. Plus d'un million et demi de militaires français sont faits prisonniers, huit millions de civils prennent le chemin de l'exode et fuient au hasard sur des routes mitraillées.

Dans ce climat d'effondrement général, le maréchal Pétain, qui jouit depuis la fin du premier conflit mondial d'un prestige mythique, apparaît comme l'ultime recours. Le 17 juin, après la démission de Paul Reynaud, le nouveau président du Conseil Philippe Pétain adresse un message radio-diffusé aux Français : « ...Sûr de la confiance du peuple tout entier, je fais à la France le don de ma personne pour atténuer son malheur... C'est le cœur serré que je vous dis aujourd'hui qu'il faut cesser le combat ».



Extrait de *La vie de Maréchal Pétain album à colorier par les enfants de France*. S. d. [1940-1944] (A. D. Aude, 102 W 4)



Affiche placardée dans Londres résumant les allocutions prononcées par le général de Gaulle à la BBC les 18 et 22 juin 1940 (coll. part.)

Quelques hommes, cependant, veulent continuer la lutte. Le 18 juin, un général de brigade, ancien sous-secrétaire d'État à la Guerre, Charles de Gaulle, sur les ondes de la BBC, appelle les Français à la Résistance et les invite à le rejoindre à Londres.

Portrait du général de Gaulle (extrait de *La Dépêche*, 24 juin 1940)



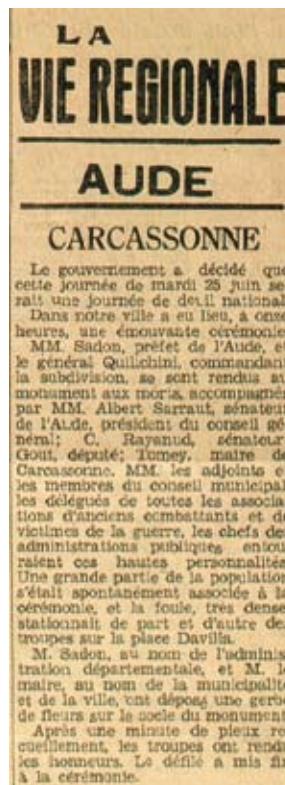
Le 22 juin, l'armistice franco-allemand est signé en forêt de Rethondes. Il entre en vigueur le 25 juin. Ce jour-là, décrété jour de deuil national, la France est coupée en deux : au nord la zone occupée, au sud la zone libre. À cette occasion, une cérémonie solennelle a lieu place Davila à Carcassonne devant le monument aux morts en présence d'Albert Sarraut, sénateur de l'Aude et président du Conseil général, et d'Albert Tomey, maire de Carcassonne.



Portrait d'Albert Sarraut
(A. D. Aude, 12 J 449)



Extraits de *La Dépêche*, 26 juin 1940



Portrait d'Albert Tomey
(*L'Indépendant*,
2 décembre 1964)

La voie de la collaboration

Le 10 juillet 1940, à Vichy, l'Assemblée nationale (Chambre des députés et Sénat) confère à Pétain les pleins pouvoirs constitutionnels : 20 absentions, 569 voix pour, 80 contre. La Troisième République cède la place à un régime antirépublicain et antidémocratique, l'État français. Au nombre des 80 parlementaires qui ont dit « non », deux députés de l'Aude Léon Blum (socialiste SFIO) et Henri Gout (radical-socialiste). Ce courageux acte de résistance en fait des suspects aux yeux des autorités : Léon Blum est incarcéré dès septembre 1940 ; Henri Gout, surveillé, fait l'objet d'une mesure d'internement administratif en septembre 1942.



Portrait de Léon Blum



Portrait d'Henri Gout
(*La Dépêche du Midi*,
7 décembre 1953)

De juillet à octobre 1940, le gouvernement prend une série de mesures destinées à châtier tout opposant au régime et à exclure de la vie publique les étrangers, les francs-maçons, les communistes et les juifs. Les syndicats sont dissous, la presse étroitement surveillée. En 1941, Pétain exige des fonctionnaires, des militaires et des magistrats un serment de fidélité. Un seul juge en France s'y refuse : il s'agit de Paul Didier, un Audois qui est aussitôt révoqué et arrêté.

NOM _____ PRÉNOMS _____

Je soussigné, déclare sous la foi du serment, n'avoir jamais appartenu, à quelque titre que ce soit, à l'une des Sociétés suivantes : *Grand Orient de France, Grande Loge de France, Grande Loge Nationale Indépendante, Ordre Mixte International du Droit Humain, Société Théosophique, Grand Prieuré des Gaules*, à l'une quelconque des filiales des dites sociétés, ou à toute autre société visée par la Loi du 13 Août 1940 (1) et m'engage sur l'honneur à ne jamais en faire partie, au cas où elles viendraient à se reconstituer directement ou non.

A _____, le _____ 194

Signature,

(1) Indiquer en marge le nom de la Société non mentionnée.

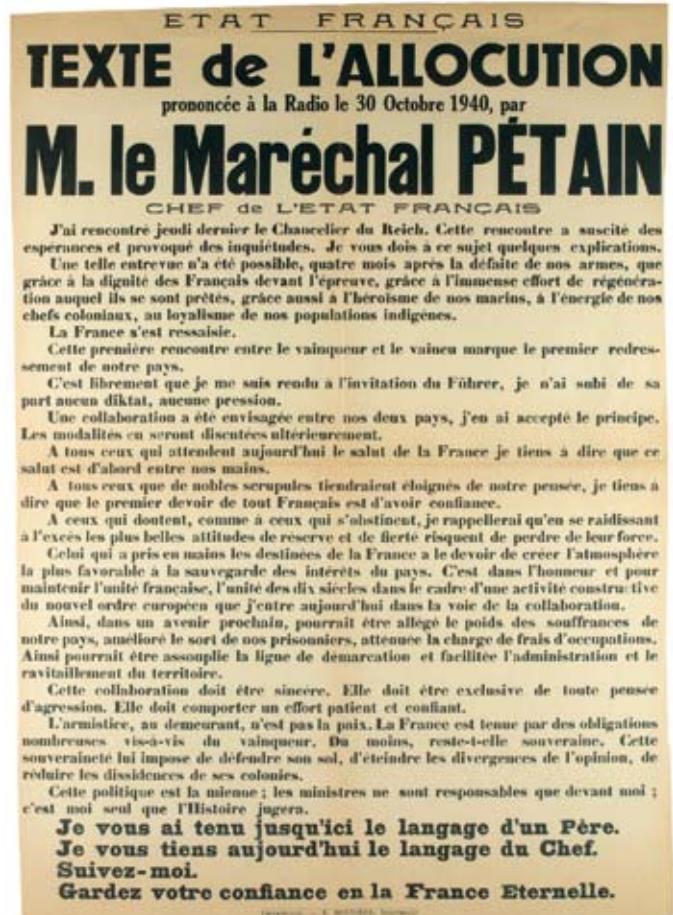
REPLIR ÉGALEMENT LE VERSO

Déclaration que tout fonctionnaire doit remplir en application de la loi du 13 août 1940 portant interdiction des associations secrètes (A. D. Aude, 107 W 257)

Le 24 octobre 1940, Pétain rencontre Hitler à Montoire (Loir-et-Cher). La poignée de main entre les deux hommes marque symboliquement l'entrée de la France de Vichy dans la collaboration, choix confirmé par le Maréchal dans son discours du 30 octobre. Bien qu'en-ore toujours très populaire, le chef de l'État voit son image se brouiller quelque peu aux yeux de l'opinion. La Légion française des combattants est chargée de promouvoir les principes de la Révolution nationale.



Affiche Révolution nationale, 1940
(A. D. Aude, 107 W 336)



Allocution du maréchal Pétain, 30 octobre 1940
(A. D. Aude, 107 W 1)

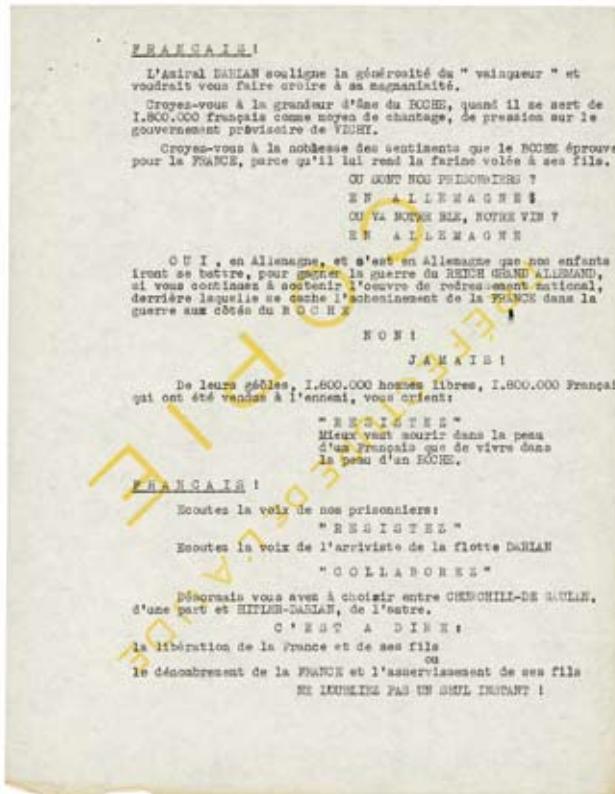


Insignes de la Légion française des combattants (A. D. Aude, 107 W 347)

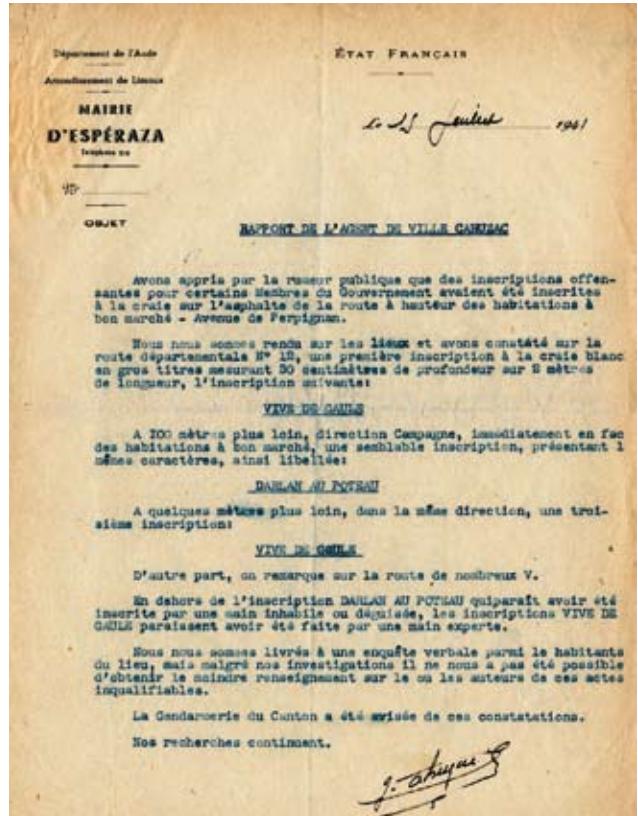


Premiers actes de résistance

Dans les premiers temps, en zone libre, l'absence de troupes d'occupation et les illusions d'une partie de la population sur le régime de Vichy freinent quelque peu l'implantation de la Résistance. Dans l'Aude, les Mouvements tardent à se mettre



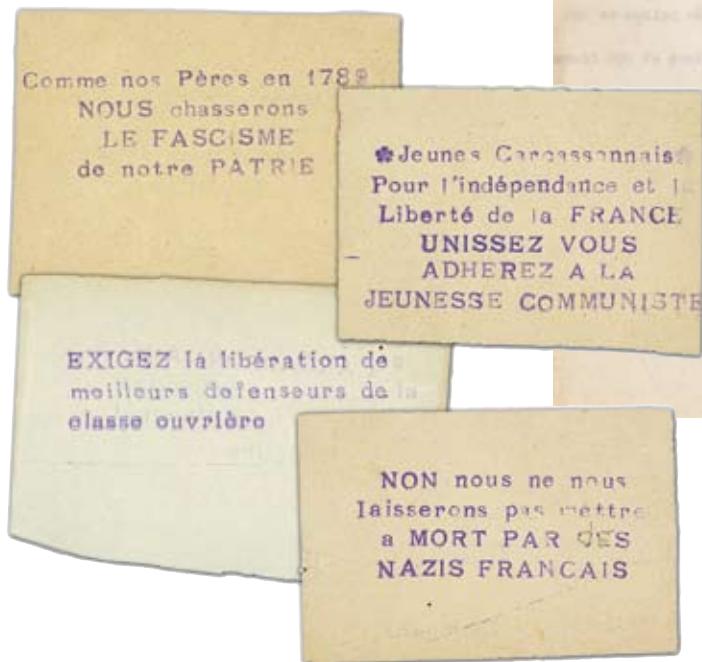
Tract gaulliste saisi le 3 juillet 1941 à Carcassonne (A. D. Aude, 107 W 233)



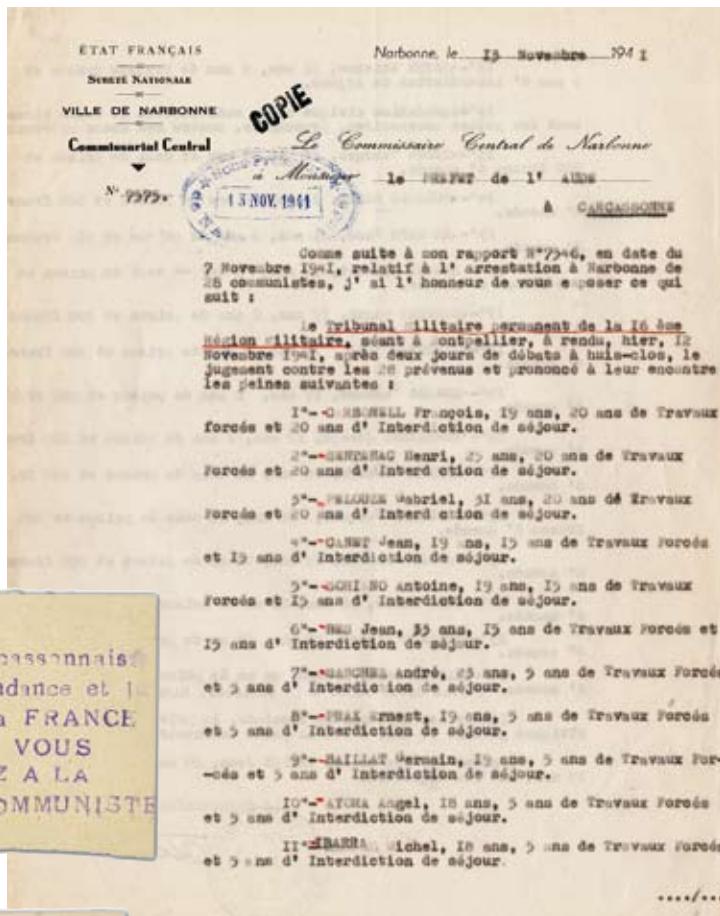
Rapport de police faisant état d'inscriptions gaullistes à Espérasa, 15 juillet 1941 (A. D. Aude, 107 W 208)

en place. Les premières actions sont essentiellement destinées à combattre la propagande de Vichy et à affirmer des convictions politiques républicaines (inscriptions, distributions de tracts, etc.).

En octobre 1941 (peu après l'invasion de l'URSS par l'armée allemande, qui provoque une entrée massive des communistes dans la Résistance), 28 jeunes gens sont arrêtés pour avoir distribué dans le Narbonnais des tracts communistes à l'occasion des vendanges. Ils sont traduits devant la section spéciale du Tribunal militaire de Montpellier ; 26 sont condamnés à des peines d'emprisonnement ou de travaux forcés. L'un d'entre eux, Gabriel Pelouze, dirige en février 1944 le soulèvement de la centrale d'Eysses à Villeneuve-sur-Lot ; après l'échec de la révolte, il est fusillé.



Tracts communistes saisis à Carcassonne en septembre 1941 (A. D. Aude, 107 W 240)



Condamnation des 28 communistes déferés devant le Tribunal militaire de Montpellier, 12 novembre 1941 (A. D. Aude, 99 W 57)

Les mesures d'exclusion et de stigmatisation dont sont victimes les Juifs (statuts de 1940 et de juin 1941, internements), accueillis bien souvent par l'opinion dans l'indifférence (tout au moins jusqu'en 1942, date des premières rafles), heurtent les consciences de quelques uns. Le premier numéro des *Cahiers du Témoignage chrétien* publié clandestinement en novembre 1941 invite les catholiques au refus du nazisme et de l'antisémitisme. Dans l'Aude, l'abbé Albert Gau met en place une organisation pour sauver les Juifs (attestations de baptême, faux papiers pour faciliter le passage en Espagne, hébergement de familles, etc.).

PREFECTURE de L'AUDE

ÉTAT FRANÇAIS

Cabinet du Préfet

Je soussigné (nom, prénoms) _____
 déclare sur l'honneur ne me trouver dans aucun des deux cas suivants :

1° Être issu de 3 Grands-parents de race juive ou plus ;
 2° Être issu de 2 Grands-parents de race juive mais marié à une juive et ne pas être, par conséquent, susceptible de recevoir application des dispositions de loi du 3 Octobre 1940 portant statut des juifs.

Fait à _____, le _____
 (SIGNATURE)

Je soussigné (nom, prénoms) _____
 demeurant à _____
 déclare sous la loi du serment n'avoir jamais été condamné à une peine criminelle ou correctionnelle.

Fait à _____, le _____
 (SIGNATURE)

Déclaration que tout fonctionnaire doit remplir en application de la loi du 3 octobre 1940 portant statut des Juifs (A. D. Aude, 107 W 257)

A AFFICHER DES RÉCEPTION

ÉTAT FRANÇAIS

RECENSEMENT
 DES ISRAËLITES

Etrangers ou Naturalisés Français
 entrés en France depuis le 1^{er} Janvier 1936

Le Gouvernement ayant prescrit le regroupement des Israélites étrangers ou naturalisés français entrés en France depuis le 1^{er} Janvier 1936, les intéressés sont invités à se faire connaître.

Sont, toutefois, dispensés de ce recensement :

1° Les Israélites étrangers jouissant effectivement de la protection de leur pays d'origine, ou d'un autre Etat dont ils ont acquis la nationalité.
 2° Les Israélites pouvant se prévaloir d'un des titres suivants :

- Blessure contractée entre le 1^{er} Septembre 1939 et le 21 Juin 1940, dans une armée française ou ex-allié.
- Décoration pour faits de guerre obtenue au cours de la même période.
- Certificat de bonne conduite décerné pour avoir servi à la Légion Etrangère ou dans les Formations de Marche de Volontaires Etrangers.

Les Israélites étrangers ou naturalisés ne remplissant pas ces dernières conditions devront remplir, **en triple exemplaire**, les formulaires qu'ils trouveront dans les Mairies ou les Commissariats de Police.

Ces formulaires devront être, **avant le 20 Février 1942 :**

- dans les villes de Carcassonne, Castelnaudary, Limoux, Lézignan-Corbières, Narbonne, déposés au Commissariat de Police, qui en délivrera reçu.
- dans les autres communes, adressés par les intéressés sous pli recommandé, au Service des Etrangers de la Préfecture qui leur en accusera réception.

Des sanctions rigoureuses seront prises à l'encontre des Israélites, qui, étant entrés en France après le 1^{er} Janvier 1936, ne se conformeraient pas à cette mesure.

Au contraire, ceux qui auront effectué régulièrement les déclarations prescrites, seront, soit incorporés dans les Compagnies de T. E. où ils pourront apprendre un métier manuel, soit astreints à transporter leur résidence des localités où ils se trouvent dans celles qui leur seront désignées.

Imprimerie R. BUCSÈRE, 21 - 23, Rue Courtoisais - Carcassonne

Affiche du gouvernement de Vichy prescrivant le recensement des Israélites, 1941 (A. D. Aude, 99 W 50)

Les Mouvements de Résistance



Combat, exemplaires d'août 1942 et de mars 1943 (A. D. Aude, 107 W 209 et 99 W 74)
Après la création des MUR, les journaux des trois grands mouvements de Résistance gardent une totale indépendance (en rappelant toutefois leur appartenance aux MUR)

Les Mouvements de Résistance, nés pour la plupart en zone sud, sont plus souvent connus sous le nom du journal qu'ils publient clandestinement et qui leur permet de se faire connaître et de recruter.

En 1941, Albert Picolo, professeur à Carcassonne, prend la direction départementale du mouvement *Combat* (né de la fusion du Mouvement de Libération nationale créé par Henri Frenay et du mouvement Liberté). Il organise la manifestation du 14 juillet 1942 qui obtient un certain succès, malgré son arrestation la veille. À Narbonne, c'est Achille Lacroix, maire révoqué par Vichy, qui est à la tête du mouvement.



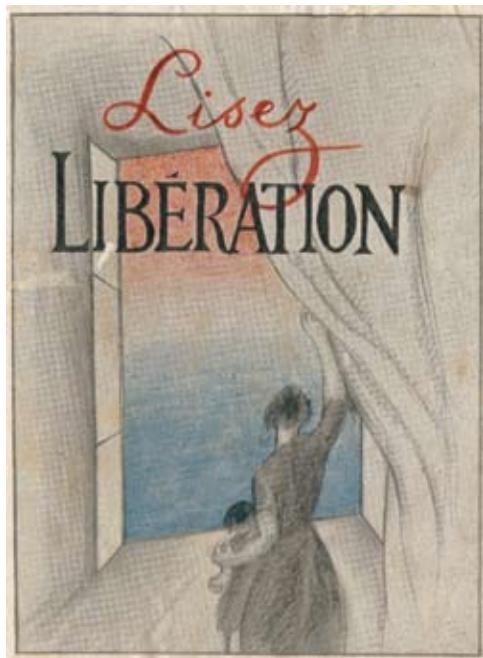
Portrait d'Albert Picolo (A. D. Aude, 76 Dv 1/11)



Libération-Sud, mouvement fondé par Emmanuel d'Astier de La Vigerie, ne s'implante guère que dans la région de Narbonne.

Franc-Tireur, créé en 1941 à l'initiative d'Antoine Avinin et Jean-Pierre Lévy a pour responsable dans l'Aude Pierre Degon, puis Charles Fourès. L'originalité du journal est d'avoir à sa tête dès 1942 un homme de métier, Georges Altman.

Le Front national de lutte pour la libération et l'indépendance de la France, créé par le Parti communiste en mai 1941 et recrutant plus largement, est organisé dans l'Aude par René Defossez, professeur à Castelnaudary.

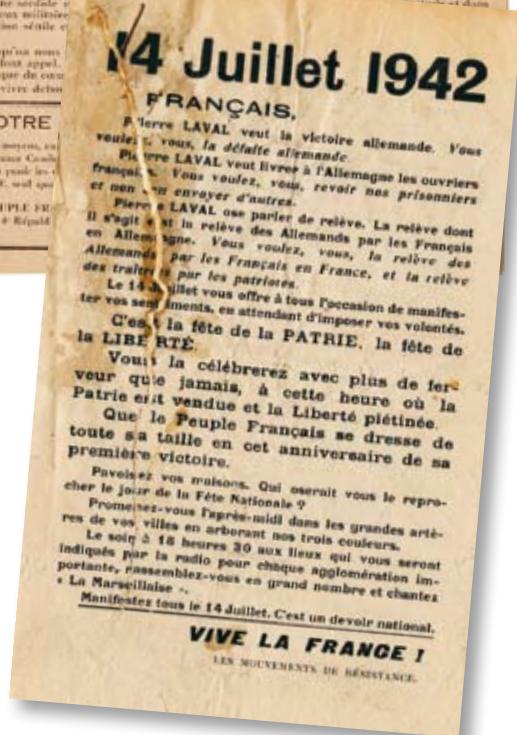


Tract « Lisez Libération » saisi à Narbonne en 1943 (A. D. Aude, 99 W 61)



Le Franc-Tireur, septembre 1942 (A. D. Aude, 107 W 233)

Appel à manifester le 14 juillet 1942 (A. D. Aude, 42 W 5)



En mars 1943, sous l'impulsion de Jean Moulin, délégué du général de Gaulle, se créent les Mouvements Unis de Résistance (MUR) qui regroupent *Combat*, *Franc-Tireur* et *Libération-Sud*. La zone sud est découpée en 6 régions. L'Aude fait partie de la R3 : la direction des MUR est assurée dans le département par Lucien Roubaud puis par Francis Vals.



POUR UN 14 JUILLET D'UNION ET DE LUTTE

14 Juillet 1789 : le peuple de Paris s'empare de la Bastille, abat les maîtres de la Féodalité et répand dans le monde les principes de Liberté et de Fraternité.

14 Juillet 1943 : l'Empire est libéré. Les généraux de Gaulle et Giraud se sont rejoints pour donner à la France la direction unique qu'elle réclamait. Parfait l'ennemi a perdu l'initiative ; le chancelier.

Fête de la Liberté. le 14 juillet marque la chute de toutes les bastilles. Le tiers Empire, véritable Bastille des Nations, est commencé. Tous frères, ceux qui sont esclaves, ceux qui résistent contre l'étranger Patrie la plus terrible et la plus héroïque des guerres, veulent voir un symbole de notre future vengeance.

L'Avant-Garde

1942

FRANCE ET EUROPE EN LUTTE CONTRE L'ENNEMI

FRANCIS VALS

Le 14 juillet est toujours une grande journée à l'échelle internationale. C'est le jour où le monde entier se souvient de la chute de la Bastille et de la prise de la Bastille. C'est le jour où le monde entier se souvient de la prise de la Bastille et de la prise de la Bastille. C'est le jour où le monde entier se souvient de la prise de la Bastille et de la prise de la Bastille.

Pour un 14 Juillet de Combat!

Le 14 juillet 1789, la France s'empare de la Bastille, abat les maîtres de la Féodalité et répand dans le monde les principes de Liberté et de Fraternité.

Le 14 juillet 1943, l'Empire est libéré. Les généraux de Gaulle et Giraud se sont rejoints pour donner à la France la direction unique qu'elle réclamait. Parfait l'ennemi a perdu l'initiative ; le chancelier.

Fête de la Liberté. le 14 juillet marque la chute de toutes les bastilles. Le tiers Empire, véritable Bastille des Nations, est commencé. Tous frères, ceux qui sont esclaves, ceux qui résistent contre l'étranger Patrie la plus terrible et la plus héroïque des guerres, veulent voir un symbole de notre future vengeance.

1943 sera un 14 Juillet total, comme la guerre! la chute de nos chalets. On saura que, même sous la botte nazie, est indomptable et qu'elle le manifeste!

Juillet 1943, Ouvriers et Patrons Patriotes n'allez pas au travail!

les villages, rassembler-vous au chant de la Marseillaise aux de vos Comités et organisations locales. Straps-verts avec les de la République. Arbez au trait caduc. Mettez-le à vos partais le strapen français.

Fête de l'Union de tous les Français dans la lutte de notre Unité retrouvée, qui s'incarne dans le Comité de Nationalité-dont nous saluons les mots d'ordre. Notre desir sera la victoire d'un glorieux. d'une reconnaissance solennelle de la République Nationale la mission de combattre la Victoire, nous encourageons qu'il peut compter sur toute le desat Popovrage à faire ni devant le prix de la Liberté.

ANCHISE 3, pour préparer le 14 Juillet, réalisez d'initiative.

14 Juillet! le jour-là — à la stupé des barbares et les traités — sera comme un immense **VIVE LA FRANCE!** comme un **GRAND APPEL A L'ACTION!**

Le Comité du Front National de Lutte pour la Libération et l'Indépendance de la France.

Presse clandestine diffusée par le Parti communiste (A. D. Aude, 107 W 241)

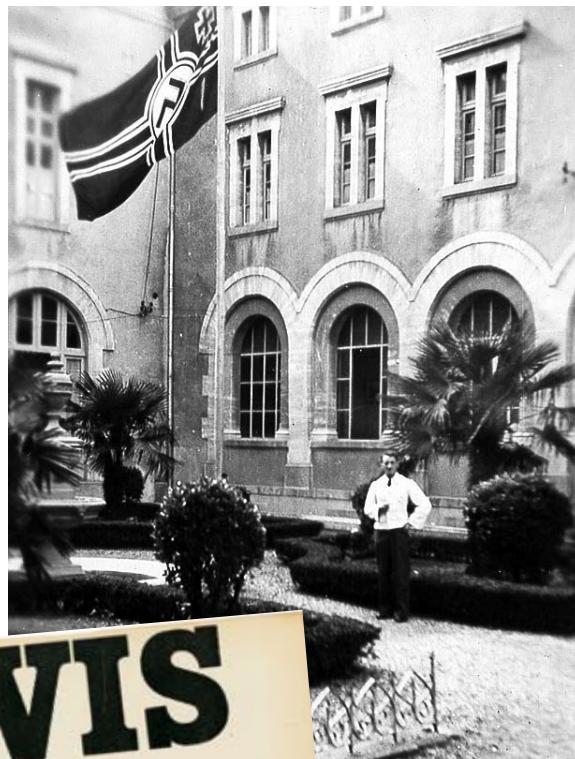
Appels lancés par le Front national et les MUR pour célébrer le 14 juillet 1943 (A. D. Aude, 42 W 5)

L'arrivée de l'armée allemande bouleverse la vie des Audois. Le commandement allemand communique avec l'administration préfectorale par l'intermédiaire d'un Service de liaison. Des blockhaus sont édifés sur la côte, des travaux de défense sont exécutés sur l'axe Narbonne-Carcassonne : murs de béton, abris souterrains, établissement de glacis (sur l'emplacement du square Gambetta à Carcassonne détruit à cette occasion). En janvier 1944 les Allemands font évacuer la zone côtière dans l'urgence.



Place Davila à Carcassonne, 22 novembre 1942
(A. D. Aude, 89 W 184)

Restriction de circulation
dans la zone côtière, 1944
(A. D. Aude, 102 W 212)



L'école normale de
jeunes filles
à Carcassonne, s. d.
(A. D. Aude, 89 W 184)

AVIS
Restriction de la Circulation
dans la Zone Côtière

Toute circulation civile pour entrer dans la zone côtière ou en sortir est interdite jusqu'à nouvel ordre.

La zone côtière comprend la zone du territoire située entre la mer et les localités de COURSAN, NARBONNE, BAGES, PEYRIAC-de-MER, PORTEL, SIGEAN, ROQUEFORT et FEULLA, ces localités étant comprises dans la zone interdite.

Les saufs-conduits nécessaires pour maintenir la vie économique et administrative des villes seront délivrés par les Staudortkommandanturen de NARBONNE et de BÉZIERS, mais seulement pour les déplacements indispensables.

Il sera possible de franchir la ligne de démarcation avec saufs-conduits et **DE JOUR** par les routes ci-après :

- 1° Route Nationale 611, à SIGEAN, PORTEL, THEZAN.
- 2° R. N. 115, NARBONNE, LEZIGNAN, CARCASSONNE.
- 3° R. N. 607, NARBONNE, SAINT-PONS.

De 22 heures à 5 heures la ligne de démarcation est rigoureusement fermée. Les laissez-passer délivrés avant le 7 Juin 1944, sont sans valeur.

Les personnes qui tenteraient de franchir la ligne de démarcation sans autorisation seront arrêtées.

DER FELDKOMMANDANT.

CARCASSONNE, le 10 Juin 1944.

Imprimerie E. BÉZIERE, Carcassonne

Les services de police allemands (Feldgendarmerie, Abwehr et Sicherheitsdienst, désignée couramment Gestapo), installés à Carcassonne, font régner la terreur, avec l'aide d'indicateurs recrutés dans les organismes de collaboration (Service d'ordre légionnaire constitué en 1942, Milice créée en janvier 1943). Deux de ces agents ont laissé un souvenir funeste : René Bach, interprète à la Gestapo, condamné à mort à la Libération ; Albert Kromer, chef de centaine de la Milice, éliminé par la Résistance le 24 février 1944.



Portrait de René Bach lors de son procès, 1945
(A. D. Aude, 76 Dv 1/7)

Monsieur Kromer
C'est vous qui êtes l'auteur de
l'affaire de Polcaire et
Carnuzac. il va falloir payer
la trahison. un de ces jours
le comité d'ejuration

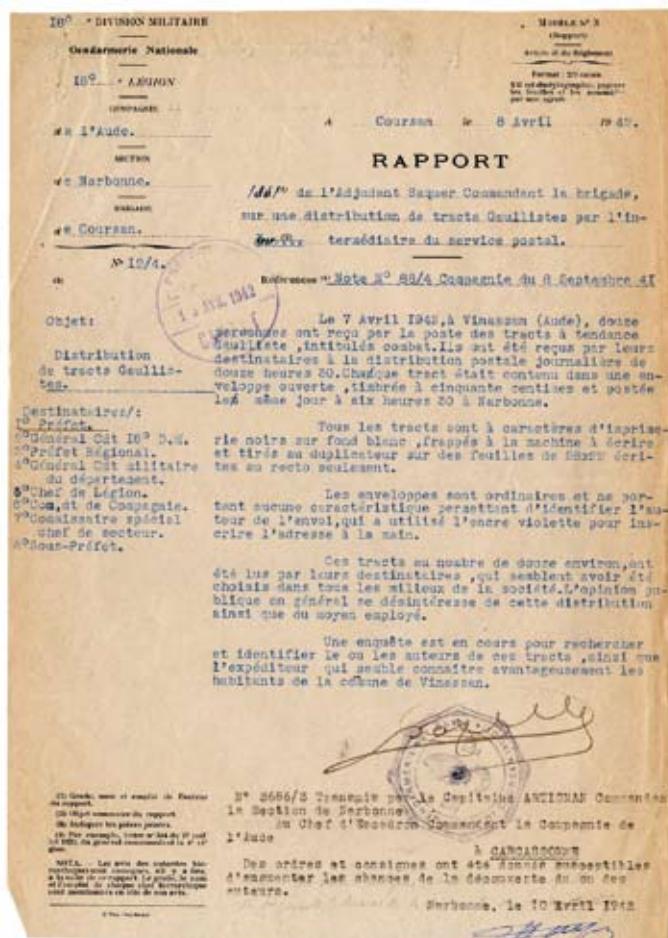
Lettre de menaces adressée à Albert Kromer,
décembre 1943 (A. D. Aude, 107 W 230)

Monsieur Kromer Albert
Petit Baraoul Eclair
21 Rue Georges Clemenceau
Carcassonne E.N.

Combattre la propagande de Vichy

S'appuyant sur la censure et sur un ministère de l'Information chargé de la propagande, le gouvernement de Vichy s'efforce de contrôler l'opinion et diffuse largement les principes de la Révolution nationale.

La presse clandestine, qui commence à paraître dès l'automne 1940, a pour premier objectif de donner des informations auxquelles les Français n'ont pas accès (victoires des Alliés, crimes des armées d'occupation, etc.) ; elle a également pour but de réveiller leur patriotisme et de lutter contre le défaitisme. Elle est aussi un moyen privilégié de recruter des volontaires et d'inviter à l'action. D'abord simples tracts, dactylographiés, ronéotypés, tirés à quelques centaines d'exemplaires avec des moyens dérisoires, les journaux sont à partir de 1942 imprimés à grands risques par des professionnels ; pour des raisons de sécurité et d'efficacité, les mouvements multiplient les éditions locales. Par ailleurs,



Les tracts et les journaux clandestins sont généralement distribués dans les boîtes à lettres par des volontaires, jetés de nuit dans les rues ; certains sont envoyés par la poste. C'est le cas d'un tract envoyé de Narbonne à Vinassan : il est à remarquer que l'expéditeur a choisi d'utiliser, plutôt que les timbres de l'État français à l'effigie de Pétain, des timbres « République française », 7 avril 1942 (A. D. Aude, 107 W 242)

dès l'été 1940, les Britanniques diffusent par avion des milliers de tracts. Cette presse parachutée exalte l'action des Forces françaises libres et le combat de la Résistance intérieure.

Le Courier des Français de France

1942 2

Le
suis

Distribué par les vrais Français et imprimé en France

POURQUOI NOUS VOULONS CREER UN DEUXIEME FRONT

CONFIDENTIEL

CIRCULAIRE CONFIDENTIELLE
DES PROPAGANDISTES

Après les revers essuyés par nos troupes et les efforts de nos alliés Russes, il est pour nous un dessein impérieux de CREER A TOUT PRIX UN DEUXIEME FRONT.

Mais cette création ne pourra réussir qu'avec l'AIDE DE NOS AMIS qui ont déjà fait brillamment leurs preuves à Narvik et à Dunkerque.

Appel aux Français libres

C'est à vous, FRANÇAIS, que s'adresse cet appel.

A VOUS, FRANÇAIS DIGNES DE CE NOM QUI N'ÊTES NI VENDUS, NI A VENDRE.

VOUS, qui voulez voir surgir de nos efforts et de nos souffrances, une France plus forte, une France digne de son glorieux passé et de sa traditionnelle mission de rayonnement sur l'Europe et sur le Monde.

Sans doute ce but doit vous paraître lointain, mais il sera plus proche que vous ne l'imaginez, si vous savez vous unir. SI VOUS VOLEZ LUTTER POUR GET IDEAL.

C'est à cette tâche que vous êtes conviés VOUS FRANÇAIS, LIBRES de toutes attaches maçonniques, juives, communistes, étrangères.

VOUS QUI NE VOLEZ PLUS CONNAITRE LA HONTE d'une France menée à l'abîme par des métriques.

VOUS qui êtes résolus à ne plus vivre dans un pays corrompu où seuls l'argent et le mensonge étaient à l'honneur.

La France que vous bâtirez sera SOCIALE - HUMAINE - NATIONALE.

POUR ELLE, VOUS COMBATEZ. Vous la défendez par vous seuls qui se fondez les agrais de l'étranger, qui cherchez à nous diviser pour que règnent chez nous Londres-Moscou ou le Grand Orient.

Cette tâche ne peut plus compter sur les VRAIS FRANÇAIS qui ont assez de voir leur Patrie être l'enjeu des complots.

Vous, Juifs, communistes, gaullistes, sachez que nous en avons assez de vos trahisons. Si vous ne voulez pas le comprendre, NOUS EMPLOYERONS D'AUTRES ARGUMENTS.

Malgré vous, LA FRANCE VIVRA.

Déjà beaucoup de ses fils, épris du plus

SEULS NOUS NE POUVONS RIEN, MAIS NOUS COMPTONS SUR LA REVOLTE DES GAULLISTES DE FRANCE. Ils prendront les armes pour la sauvegarde des intérêts britanniques.

Dites-leur bien de ne pas s'irriter, si nous sommes obligés de rembarquer précipitamment. Ils doivent savoir que NOUS REVIENDRONS sans doute... un jour.

En tout cas, il ne peut être question de nous mesurer une fois de plus avec les forces du Reich. Un nouveau revers nous aliénerait nos derniers partisans.

Proclamez la force de l'Empire britannique, mais ne risquez plus dans une bataille désastreuse.

Sachez qu'il reste encore des Français qui malgré tout, nous font confiance.

Si vous êtes capables de prendre les armes pour l'Angleterre.

2 lignes chiffrées
intraduisibles

Écarter leurs haines, faites appel à leur courage, à la générosité proverbiale de leurs ancêtres.

Nous pouvons jouer notre dernière carte, celle de l'insurrection de nos ex-alliés.

N'AYEZ PAS DE SENTIMENTALISME RIDICULE.

Que nous importent les morts étrangers, les maisons détruites hors du sol sacré de l'Angleterre.

SOYEZ PERSUASIFS, ENTHOUSIASTES.

TROUVEZ-NOUS DES SOLDATS sur les côtes françaises, pour que vive, et s'il le faut, sur les ruines de la France, l'EMPIRE BRITANNIQUE.

G.G.G. des Forces Impériales.
Quelque part en Angleterre,
Le 3 septembre 1942.
Signé : Sir ARCHIBALD MAITLAND SPEARS,
Commandeur de l'Ordre du Bain, His Majesty's High Commissioner for the 2d Front.

PUR sentiment patriotique, se sont groupés autour du Maréchal et du Chef de son Gouvernement.

VOUS TOUS, FRANÇAIS QUI SOHAITEZ RETROUVER LA FRANCE DE TOUJOURS, VENEZ VOUS JOINDRE A NOUS, POUR MENER A BIEN LE GRAND COMBAT DE LA LIBERATION.



DE GAULLE

Le Courier de l'Air

1942 No. 3

Apporté par vos amis de la R.A.F.

Distribué par les patriotes français

HITLER A PERDU SA PREMIERE BATAILLE

LE capitaine Hâler, commandant-en-chef depuis trois semaines des armées allemandes, a déjà perdu sa première bataille.

Il voulait établir ses troupes perdant l'axe sur une ligne "occidentale" sans doute, mais voisine de Moscou, d'où elles pourraient reprendre leur offensive contre la capitale russe, ou, au contraire, il n'a pu résister à la reprise de Kios et de Leningrad par les Russes à obligé les Allemands de se replier sur une autre ligne.

Cette dernière position, que les troupes de Hâler ont sous l'ordre de tenir à tout prix, avait comme points d'appui essentiels les localités fortifiées de Roubin, Malgou, Kalloua et Oud. Tous ces points sont maintenant occupés par les Russes, et il n'est pas sûr que les Allemands puissent les reconquérir, tant la perte de Malgou, Kalloua et Oud, et de Stalino, sans compter les pertes de Kios et de Leningrad, ont été énormes.

En même temps, les Russes ne cessent d'attaquer les Allemands, près de la ville de Khabarovsk. L'armée de Tchernikov a battu le 10 septembre les troupes allemandes et les Allemands ont été obligés de leur évacuation. Par conséquent, les Russes ont gagné une victoire importante.

On ne doit pas se laisser impressionner par ces succès. Il faut se rappeler que les Allemands ont une armée de 2 millions d'hommes, et que les Russes n'en ont que 1 million. Les Allemands ont une armée de 2 millions d'hommes, et que les Russes n'en ont que 1 million.

La R.A.F. aux Français

Il vous a été dit que le message de la R.A.F. est un message de confiance, de confiance et de confiance. Il est un message de confiance, de confiance et de confiance.

Nous continuerons à vous faire parvenir nos messages de confiance et de confiance, de confiance et de confiance.

Le message de la R.A.F. est un message de confiance, de confiance et de confiance.

DECLARATION DES GOUVERNEMENTS DES PAYS OCCUPES

RUSSIE - LITUANIE - ET 13 autres.

Les représentants des pays occupés ont déclaré qu'ils ne reconnaissent pas le gouvernement allemand, et qu'ils continueront à lutter pour la libération de leur pays.



LENINGRAD, Tikhvin, Volodga, Jaroslavl, Malokotlarsk, MOSCOU, Riazan, Jozel, Kursk, Kharkov, Vozhechivgrad, Stalino, Mariopol, Melitopol.

Le Courier de l'Air, n° 3, 1942 (A. D. Aude, 107 W 235)

Le Courier des Français de France, n°2, 1942, contre-propagande distribuée par le Service d'ordre légionnaire en réponse à la presse parachutée et destinée à tromper la population (A. D. Aude, 107 W 234)

Moyen de communication privilégié, la radio devient rapidement un enjeu politique : à la propagande des radios de l'occupant et de Vichy répondent les émissions de la BBC. Malgré les brouillages et les menaces de répression, les Français sont nombreux à les écouter.

E T A T F R A N Ç A I S

- - - - -

LE PREFET DE L'AUDE,
Chevalier de la Légion d'Honneur.

Vu la loi du 28 Octobre 1940, interdisant la réception de certaines émissions radiophoniques sur la voie publique et dans les lieux ouverts au public,

Vu les instructions en date du 19 Novembre 1940 de M. le Ministre, Secrétaire d'Etat à l'Intérieur,

A R R E T E :

ARTICLE 1er - Est interdit sur le territoire du département de l'Aude la réception, sur la voie publique ou dans les lieux ouverts au public, des émissions de postes britanniques et, en général, de tous les postes se livrant à une propagande anti-nationale.

ARTICLE 2 - Toute infraction, sans préjudice des poursuites judiciaires, donnera lieu à la saisie immédiate du poste de réception.

ARTICLE 3 - M. le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Aude, M. le Commandant de la Cie de Gendarmerie de l'Aude, M. le Commissaire Spécial à CARCASSONNE, M. les Maires et tous les fonctionnaires de Police du Département de l'Aude sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont les dispositions seront exécutoires dès sa publication.

CARCASSONNE, le 29 Novembre 1940
Le Préfet,
P. ALAPRITTE.

Arrêté du préfet de l'Aude interdisant l'écoute des radios britanniques, 23 novembre 1940 (A. D. Aude, 107 W 309)

| FRANCE... écoute... | | |
|--|---------------------------------------|---|
| Principales émissions des Alliés en français (Heure de la Métropole) | | |
| RADIO DES NATIONS UNIES (Alger). | | |
| 7 h. 45-8 h. 30 | La boîte à musique | 255 ^m . |
| 12 h. -12 h. 15 | Ouverture en musique | 255 ^m , 31 ^m 2. |
| 12 h. 15-12 h. 30 | Informations en 3 langues | 255 ^m , 31 ^m 2, 31 ^m 4 |
| 16 h. 45-17 h. 15 | Matinée musicale | 255 ^m , 31 ^m 2. |
| 17 h. 45-18 h. | Swing-Club allié | 255 ^m , 31 ^m 2, 31 ^m 4 |
| 19 h. 30-20 h. | Musique (Un quart d'heure avec...) | 255 ^m , 31 ^m 2. |
| 20 h. 15-20 h. 45 | Inform ^{...} et commentaires | 255 ^m , 31 ^m 2, 31 ^m 4 33 ^m 4. |
| 20 h. 45-21 h. | Les plus beaux disques | 255 ^m . |
| 21 h. -21 h. 15 | Radio-Revue d'Alger | 255 ^m , 49 ^m 8. |
| RADIO-FRANCE (Alger). | | |
| 15 h. 30-16 h. | Musique | 255 ^m . |
| 18 h. 30-18 h. 45 | Informations | 255 ^m , 31 ^m 2. |
| 18 h. 45-19 h. | | 31 ^m 2. |
| 22 h. 15-22 h. 30 | | 255 ^m , 49 ^m 8. |
| A. B. S. (Nouveau poste américain à Londres). | | |
| (Emissions sur 307, 49, 41, 31 et 25 mètres) | | |
| 20 h. -21 h. | L'heure française | |
| 22 h. 30 | Re-transmission de la B. B. C. | |
| 23 h. 30 | L'Amérique parle aux Français | |
| 23 h. 45 | Chronique des Etats-Unis | |
| 1 h. 15 | Les Français parlent aux Français | |
| <p>« L'Amérique parle aux Français » : Cette émission a lieu chaque heure, à la demande, sur 16, 19 et 25 mètres.</p> <p>Les émissions de la B. B. C. : Sont re-transmises d'Alger sur 255 m., 31 m. 2 et 31 m. 4.</p> | | |

Principales émissions de radio des Alliés, extrait de *Le Courrier des Nations Unies*, n° 2 (A. D. Aude, 107 W 234)



Poste de radio (Musée départemental de la Résistance et de la Déportation, Toulouse)

Dans la clandestinité

Nombre de fonctionnaires n'adhèrent pas à la politique de Vichy : certains sont révoqués, voire internés ; d'autres choisissent de mettre à profit leurs responsabilités pour aider la Résistance. Dans les débuts, il s'agit le plus souvent d'initiatives personnelles, mais très vite les réseaux organisés cherchent à recruter des agents aux postes stratégiques. Cette pratique, le Noyautage des administrations publiques (NAP), s'organise et se développe réellement à partir de 1942.

Dans l'Aude, à la préfecture ou dans les sous-préfectures, des hommes comme Jacques Rossignol surveillent les courriers, préviennent les résistants lorsqu'arrivent des lettres de délation, renseignent les maquis sur les mouvements des troupes allemandes. Pour agir dans la clandestinité, il est souvent nécessaire d'avoir recours à de fausses identités. Peu à peu tous les mouvements se dotent de services de faux papiers (pièces d'identité, autorisations de circuler, cartes de ravitaillement, etc.) qui ne peuvent fonctionner que grâce aux complicités dont ils jouissent dans les mairies, les commissariats et les préfetures.

Dans la police et la gendarmerie, on compte



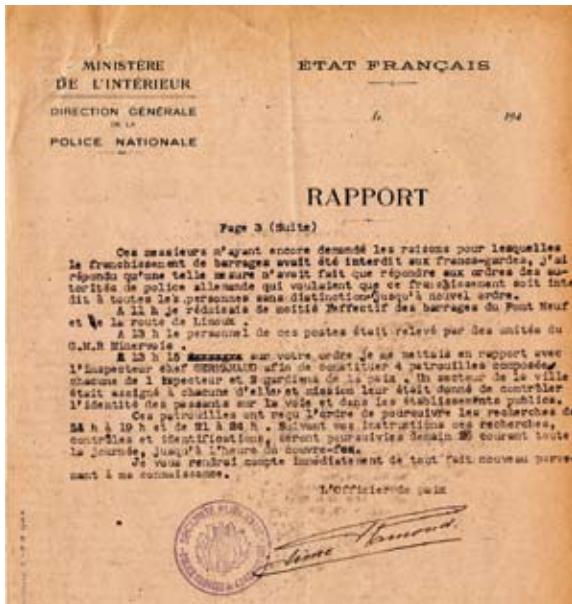
Faux cachets, l'un destiné à des fiches de rapatriement, l'autre à des fiches de démobilisation (A. D. Aude, 89 W 185)



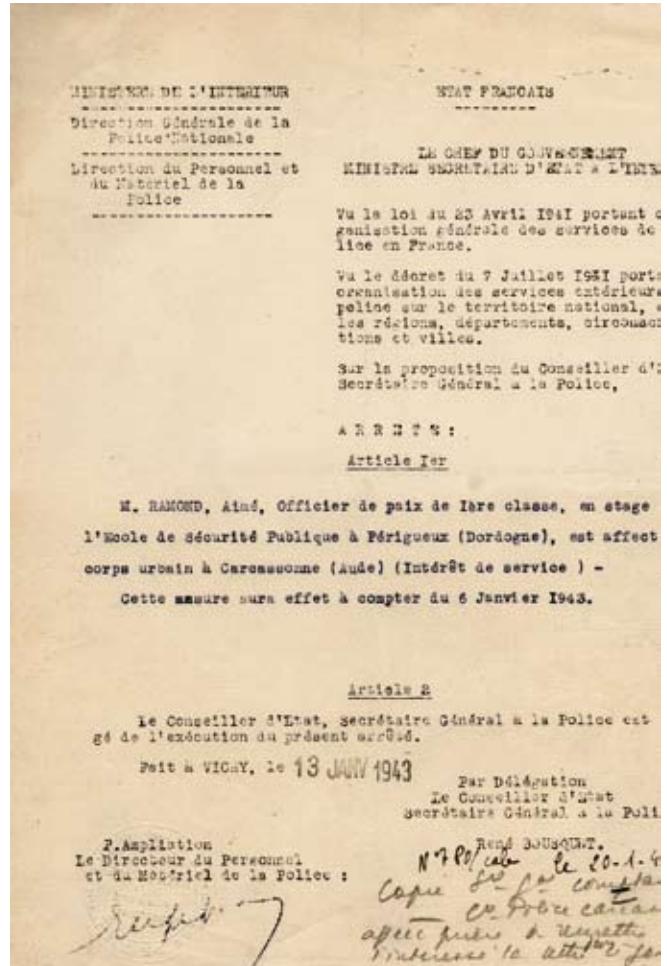
Faux papiers (A. D. Aude, 89 W 185)

également des résistants qui, avisés d'arrestations ou d'opérations imminentes, préviennent leurs contacts. C'est notamment le cas d'Aimé Ramond, officier de police à Carcassonne, dont le rôle est capital dans la Résistance audoise.

Par ailleurs, deux branches dérivées du NAP



Portrait d'Aimé Ramond (A. D. Aude, 76 Dv 1/15) et signature d'Aimé Ramond au bas d'un rapport de police (A. D. Aude, 107 W 216)



Affectation d'Aimé Ramond au corps de police urbain de Carcassonne, 13 janvier 1943 (A. D. Aude, 106 W 9)

sont particulièrement efficaces : les agents PTT surveillent le courrier et les communications téléphoniques des Allemands, mettent en place des liaisons téléphoniques clandestines tandis que les cheminots de la SNCF mènent des actions de renseignement ou des opérations de sabotage.

Action politique et militaire

Limitée dans les débuts à des gestes symboliques, souvent individuels (propos hostiles à Vichy, port d'insignes, dépôts de gerbes, inscriptions et simples tracts), l'action clandestine prend peu à peu un caractère politique plus marqué. Les manifestations patriotiques organisées à l'occasion de fêtes républicaines ou de célébrations de victoires sur les Allemands (14 juillet ; 20 septembre, anniversaire de la victoire de Valmy sur les Prussiens ; 11 novembre) sont le moyen d'affirmer publiquement l'existence d'une opposition nationale.

Habitants de
Peyriac
11 Novembre 1942
Jour anniversaire de
l'Armistice
Vous ne commettez pas la lâcheté de
laisser passer cette journée sans honorer
nos morts de 1914 - 1919.
Ils ont donné leur vie.
Vous, leurs camarades, vous leurs
veuves, leurs enfants, leurs amis, vous
qui les avez aimés, vous irez tous
aujourd'hui au monument de midi
à cinq heures leur apporter avec
ferveur l'hommage de votre souvenir
et de votre reconnaissance.

Affichette appelant à une cérémonie au monument aux morts de Peyriac-Minervois, 11 novembre 1942 (A. D. Aude, 107 W 233)

~~Union de tous les Patriotes~~
~~dans le large Comité~~
~~de lutte~~
~~pour la libération et~~
~~l'indépendance de la France~~

~~LE 20 SEPTEMBRE 1793 NOS~~
~~PERES BATTENT LES PRUSSIENS A~~
~~VALMY~~
~~LE 20 SEPTEMBRE 1942 LIBERATION~~
~~DE LA FRANCE~~

Tracts du
Parti communiste
appelant à
des manifestations
le 20 septembre 1942
(A. D. Aude, 107 W 209)

LE 20 SEPTEMBRE 1942
LIBERATION DE LA FRANCE

SECRET

Le 20 septembre 1942, les patriotes de
France ont commémoré la victoire de
Valmy, le 20 septembre 1793, qui a
marqué le début de la libération de la
France par les Français eux-mêmes.

Le 20 septembre 1942, les patriotes de
France ont commémoré la victoire de
Valmy, le 20 septembre 1793, qui a
marqué le début de la libération de la
France par les Français eux-mêmes.

Le 20 septembre 1942, les patriotes de
France ont commémoré la victoire de
Valmy, le 20 septembre 1793, qui a
marqué le début de la libération de la
France par les Français eux-mêmes.

20 Septembre 1792
Victoire de Valmy qui
sauva la France de l'invasion
PATRIOTES Manifestes

À côté de cette résistance civile, s'impose la nécessité de mener des actions militaires. Structures créées en vue d'objectifs spécialisés (action armée, évasion, renseignement), les réseaux, selon qu'ils ont été mis en place par les Britanniques, les Américains ou la France libre, dépendent de l'Intelligence Service, de l'Office of Strategic Services ou du BCRA (Bureau central de renseignements et d'action situé à Londres près du général de Gaulle).



Portrait de Jean Moulin



Portrait de Jean Bringer
(A. D. Aude, 76 Dv 1/4)

La plupart des Mouvements de Résistance ont constitué des groupes armés. À l'automne 1942, par la volonté de Jean Moulin, toutes les formations militaires de zone sud sont fédérées en une Armée secrète unique. Dans l'Aude, sont mis en place 15 secteurs ; les chefs de l'A.S. sont successivement le colonel Picard, Jean Gayraud, Jean Bringer et Georges Morguleff.

G/ Myriel à Sanglier 20.7.43

D'accord pour votre action
en la M. 11. Elle me semble
toutefois subordonner à vos
moyens de l'armé -
à vos yeux une véritable œuvre
de haute dignité et d'importance
à Jules votre ami de Montpellier
qui aborde un groupe CFL
qui le trouve dans cette région
si vous jugez que cette action doit
être faite immédiatement déf. le
moi -
Pour votre bonne tenue de
reprendre CFL vous pouvez
l'envoyer à Jules - si vous
avez des off. et sous off. qui
desirent en faire quelque chose
de même - Si possible me
renvoyer 3 jours avant -
Votre attaché de secteur
est G. - T. 1111

Correspondant avec moi le plus
possible car il n'est pas facile
de venir vos voir -
Pour cela vous pouvez
sans doute utiliser les
moyens de l'armé -
Cordialement
Myriel

Lettre adressée par Jean Bringer, dit Myriel, à Féliçien
Bertrand, alias Sanglier, responsable du secteur
Hautes-Corbières, 20 juillet 1943 (A. D. Aude, 89 W 185)

L'approvisionnement en armes est assuré essentiellement par les parachutages britanniques.

Résumé chronologique des opérations

| N° | Date | Nature de l'opération | Effectif engagé | Lieu d'opération | Résultats obtenus | Pertes | Observations |
|----|--------------|-----------------------|-----------------|--------------------|---|----------------------|--------------|
| 1 | Avril 1944 | Parachutage | 74 | Crassecueil | Armes et munitions | | |
| 2 | Avril 1944 | Parachutage | 43 | Fontings | Armes et munitions | | |
| 3 | Mai 1944 | Parachutage | 56 | Villeneuve-Avenais | Armes et munitions | | |
| 4 | Juin 1944 | Subotage voie ferrée | 53 | Conilhac | 6 pylônes détruits | | |
| 5 | Juillet 1944 | Parachutage | 36 | Castanet | Armes et munitions | | |
| 6 | 19 août 1944 | Attaque | 63 | La Réolade | 8 prisonniers Matériel | | |
| 7 | 19 août 1944 | Attaque | 35 | Peyrieu-Avenais | 6 communi. tués Matériel | | |
| 8 | 19 août 1944 | Attaque | 48 | Peyrieu-Avenais | Matériel | 21 tués 3 blessés | |
| 9 | 22 août 1944 | Attaque | 227 | Villeneuve-Avenais | Colonnes ennemies stoppées avec pertes nombreuses | | |
| 10 | 23 août 1944 | Attaque | 72 | La Réolade | 14 tués 26 prisonniers | | |
| 11 | 24 août 1944 | Attaque | 68 | Peyrieu-Avenais | Matériel | 2 tués 1 blessé | |
| 12 | 24 août 1944 | Attaque | 84 | Salottes | 17 prisonniers 6 tués | 1 tué | |

Tableau récapitulatif des opérations menées par le Groupe Minervois, avril-août 1944 (A. D. Aude, 89 W 185)



Containers ayant contenu des armes parachutées à Rimont, dans l'Ariège (Mairie de Rimont)

Armée secrète : secteurs dans l'Aude

Secteur Carcassonne : lieutenant-colonel Picard, puis Jean Gayraud.

Secteur Quillan : Raoul de Volontat, puis Marcel Lajou.

Secteur Puivert-Chalabre-Limoux : Lucien Maury, alias « Frank » ; adjoint : Marius Olive

Secteur Espéraza : Guy David, alias « Dabignaud ».

Secteur Aunat-Plateau-de-Sault : Félix Martimort, alias « Louis ».

Secteur Quérigut-Rouze-Mijanès-Roc-Blanc : Ernest Zaugg, alias « Le Sanglier ».

Secteur Narbonne : docteur Lacroix, Henri Delpech, René Albira.

Secteur Basses-Corbières : Fernand Barthez, alias « Géo-Tir ».

Secteur Lézignan : Oswald ; adjoint : Robert Tauziès.

Secteur Hautes-Corbières : Félicien Bertrand, alias « Sanglier » (même pseudo que E. Zaugg).

Secteur Montolieu : Nizet, alias « Léopold ».

Secteur Montréal : Francis Vals ; adjoint : Charmensat.

Secteur Castelnaudary : Jules Mouton ; adjoints : Gaillard et Tiran.

Secteur Minervois : Louis Raynaud, alias « Rollet » ; adjoints : René Piquemal et Laurent Durand.

Sabotages et attentats

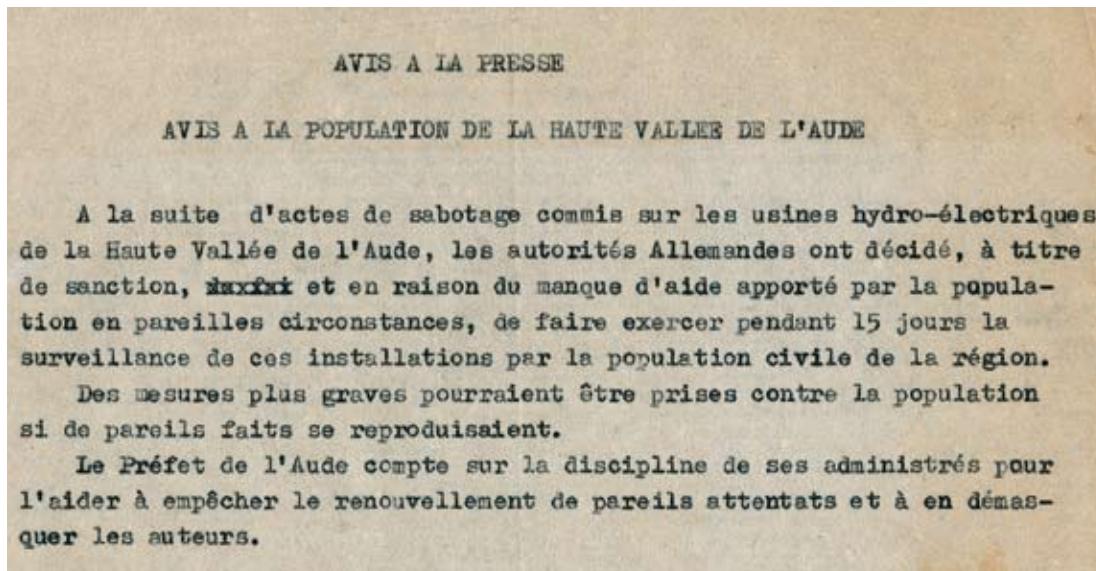
La lutte armée n'est pas sans poser des problèmes de conscience et divers courants s'affrontent. À partir de l'été 1941, sont perpétrés des attentats individuels contre les armées allemandes. Cette forme d'action, relevant principalement de la stratégie communiste, a différents objectifs : démoraliser l'adversaire et créer un climat d'insécurité dans les troupes d'occupation, susciter la haine de l'ennemi et gagner l'opinion française. À la suite de ces opérations, les occupants exercent des représailles contre la population civile (prises et exécutions d'otages, déportations et massacres), dans l'espoir de priver les résistants du soutien des Français. Aussi certains se demandent-ils si les ris-

ques encourus ne sont pas disproportionnés par rapport au résultat visé.

Les sabotages visent essentiellement les lignes de chemins de fer qui transportent les unités allemandes (destruction de pylônes, de transformateurs, de voies) et les moyens de production. Dans l'Aude, les résistants s'en prennent aux centrales hydro-électriques de la Haute Vallée qui alimentent les établissements industriels du département. Les installations des « Mines et produits chimiques » de Salsigne sont également visées à différentes reprises.

On dénombre en France de janvier 1942 à juillet 1944, 13 998 attentats et sabotages contre

les occupants : 43 % concernent les moyens de communication, 41 % les installations des Allemands et les usines travaillant pour eux.



Avis à la population de la Haute Vallée de l'Aude à la suite de sabotages commis sur les usines hydroélectriques, 28 septembre 1943 (A. D. Aude, 92 W 173)

Mines et usines de Salsigne, La Combe du Sault, s. d. (A. D. Aude, 2 Fi 4614)



GENS DE SALSIGNE
ATTENTION!
LES ANGLAIS ICI!
PEUVT PENDANT
HUIT JOURS NE
TRAVAILLER PAS -
L'USINE VA SAUTER
BIETOT LA
DELIVRANCE!

Tract distribué à Salsigne, 30 mars 1943
(A. D. Aude, 107 W 234)

MORTRE AUX
BOGUES!!
V. G.
D.

30 Mars 1943.
Cabinet
du Préfet
n° 3577 /ob

SECRET

30 Mars 1943.

Le PRÉFET de l'AUDE

À Monsieur le CHEF du GOUVERNEMENT
Ministre, Secrétaire d'Etat à l'Intérieur
Secrétariat Général pour la Police
- Cabinet - VIENNE.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'un attentat a été perpétré le 23 Mars courant contre l'installation de téléferage servant à amener le minerai de la mine de SALSIGNE à l'usine. Une charge d'explosif placée entre le câble porteur et une poulie supportant ce câble devait obtenir la rupture de ce câble. L'explosion a sévèrement endommagé le rebord de la gorge de la poulie.

Sur les lieux ont été découvertes des parcelles d'explosifs qui ne correspondent à aucun de ceux employés par la mine.

Les services de Police se sont immédiatement rendus sur les lieux. L'enquête se poursuit encore. Les enquêteurs s'efforcent notamment de déterminer si l'explosif agissait sur à cet attentat est de même nature que l'explosif placé le 23 Mars courant sur la voie ferrée à proximité de LAMOUZON, incident dont je vous rends compte par rapport séparé n° 3575 /ob, en date de ce jour.

Je ne manquerai pas de vous tenir informé du résultat de cette double enquête.

Le Préfet,

Rapport du préfet de l'Aude concernant un sabotage perpétré le 23 mars 1943 contre l'installation du téléferage servant à transporter le minerai de la mine à l'usine, 26 mars 1943
(A. D. Aude, 107 W 208)

RECEVU LE 26 OCT 1943
GENDARMERIE NATIONALE

Deuxième Bureau

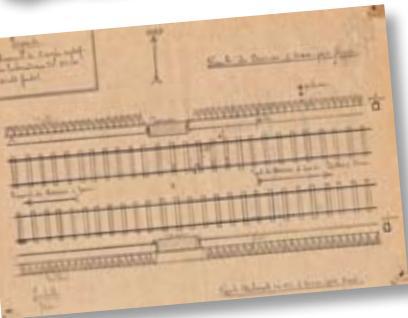
Le 26 Octobre 1943, vers 10 heures, un officier de la Gendarmerie Nationale, accompagné de deux gendarmes, a été reçu par le directeur de l'usine de Salsigne, M. [nom], qui lui a fait connaître que le 23 Mars 1943, à 10 heures, un attentat a été perpétré contre l'installation de téléferage servant à amener le minerai de la mine de Salsigne à l'usine. Une charge d'explosif placée entre le câble porteur et une poulie supportant ce câble devait obtenir la rupture de ce câble. L'explosion a sévèrement endommagé le rebord de la gorge de la poulie.

Sur les lieux ont été découvertes des parcelles d'explosifs qui ne correspondent à aucun de ceux employés par la mine.

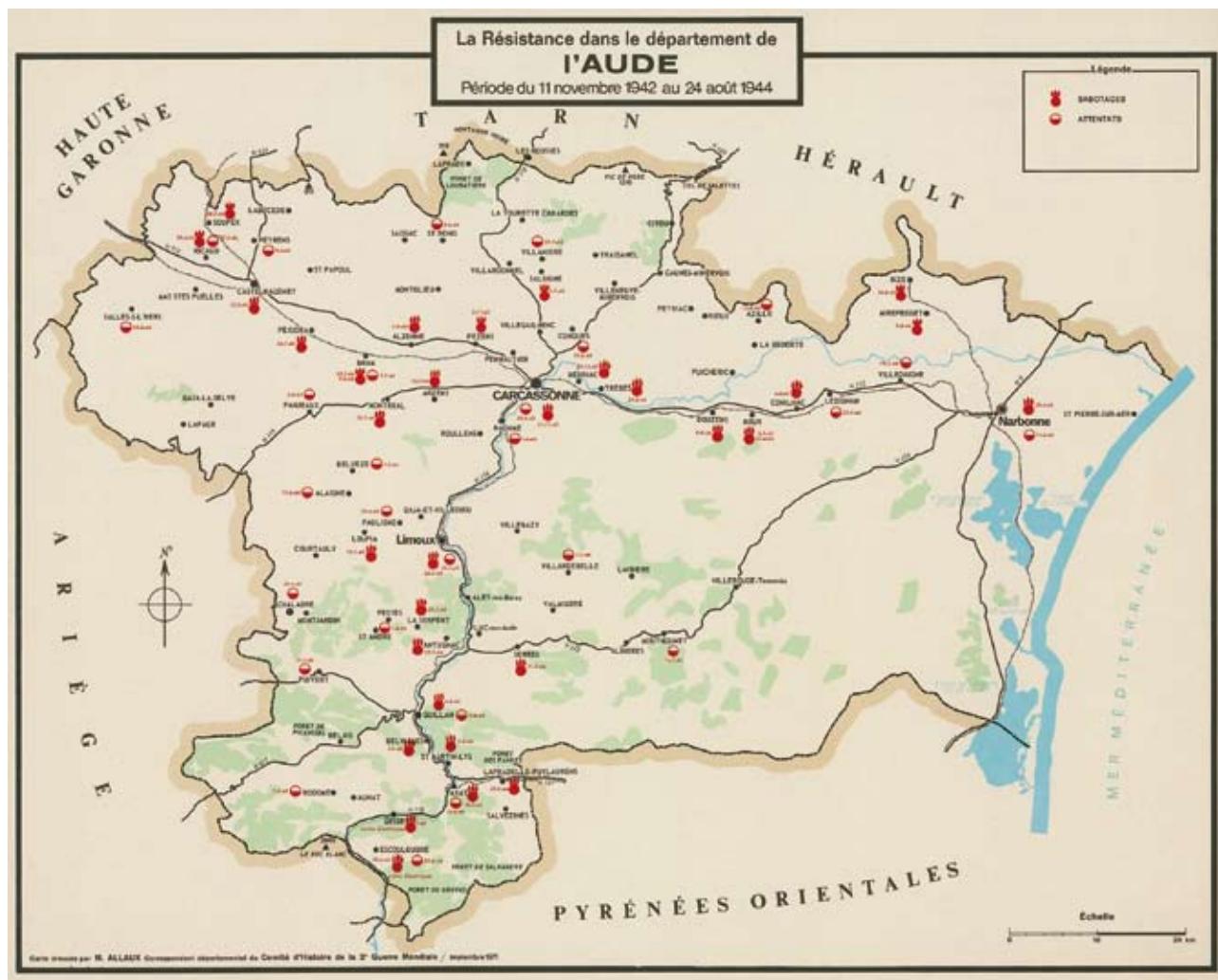
Les services de Police se sont immédiatement rendus sur les lieux. L'enquête se poursuit encore. Les enquêteurs s'efforcent notamment de déterminer si l'explosif agissait sur à cet attentat est de même nature que l'explosif placé le 23 Mars courant sur la voie ferrée à proximité de LAMOUZON, incident dont je vous rends compte par rapport séparé n° 3575 /ob, en date de ce jour.

Je ne manquerai pas de vous tenir informé du résultat de cette double enquête.

Le Préfet,



Procès-verbal de gendarmerie faisant état d'un sabotage sur la voie ferrée Toulouse-Sète à Trèbes, 26 octobre 1943
(A. D. Aude, 107 W 208)



Carte des sabotages et attentats dans l'Aude du 11 novembre 1942 au 24 août 1944, d'après Julien Allaux, carte dressée en septembre 1971 (A. D. Aude, 1 Fi 1638)

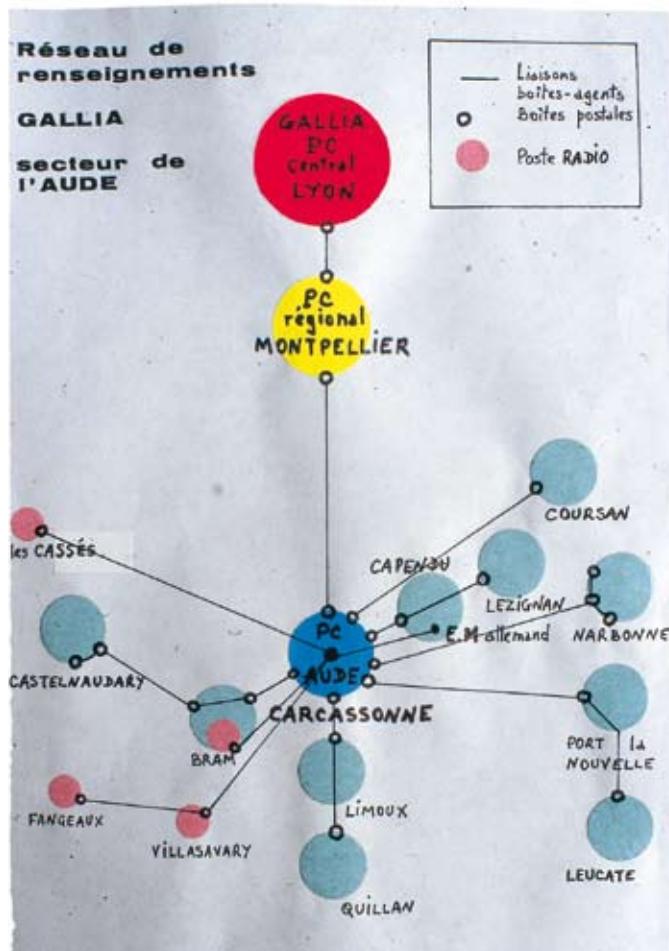
Les réseaux de renseignement

Le renseignement est une des activités premières de la Résistance. Repérer les mouvements des troupes d'occupation, faire connaître les décisions de Vichy, dresser des plans des installations stratégiques, rendre compte de l'état de l'opinion, autant d'informations susceptibles d'aider les forces alliées.

De nombreux réseaux sont implantés dans l'Aude : les uns dépendant des Américains (Ak-Ak et Fred-Tommy-Brown), d'autres dépendant du BCRA (tels Gallia et Mithridate). Ils communiquent des renseignements sur la défense de la côte méditerranéenne et de l'arrière-pays ainsi que sur le moral de l'armée allemande.



Portrait de Jean-Paul Léri, arrêté à Carcassonne le 22 septembre 1943 et exécuté le 5 novembre pour avoir recueilli des renseignements pour la Résistance (A. D. Aude, 2 J 1150)

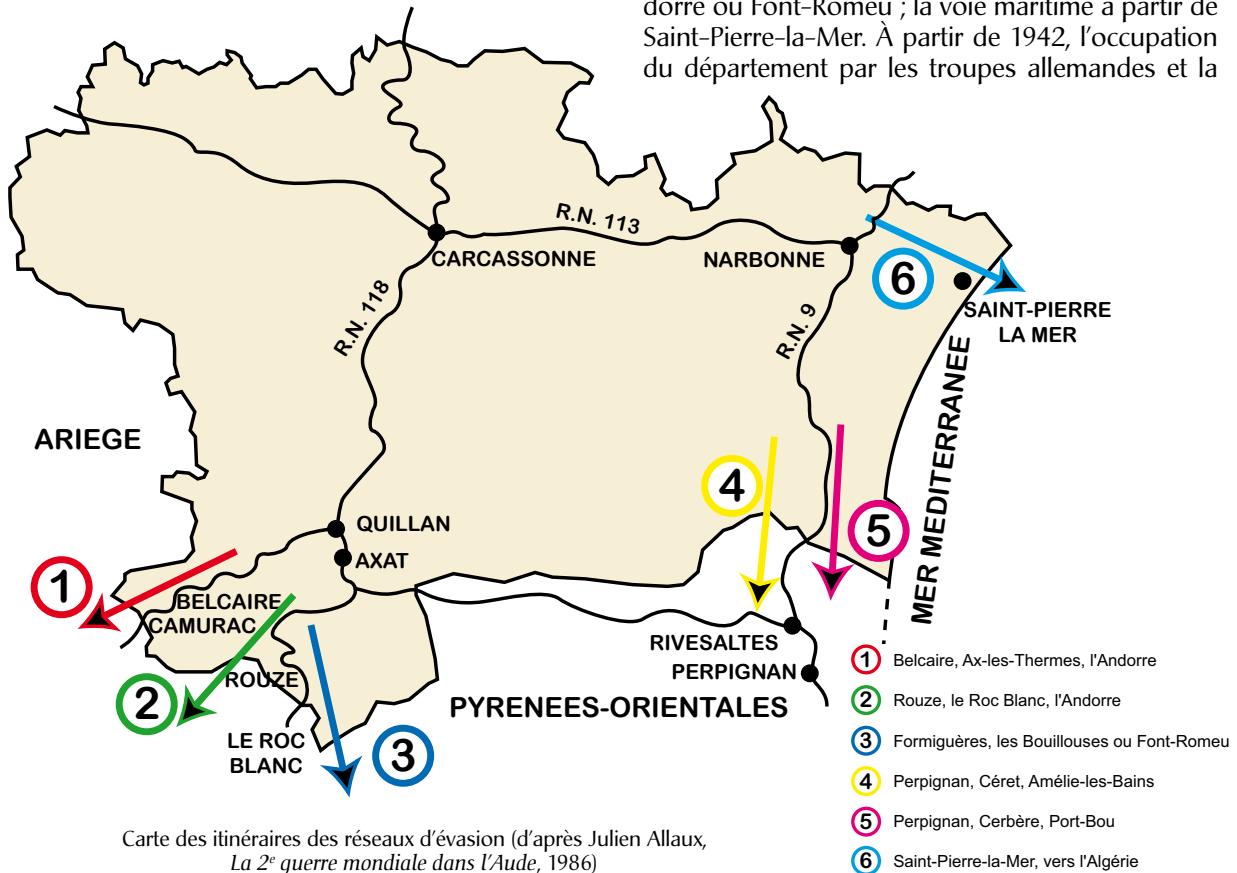


Organisation du réseau Gallia, secteur Aude
(A. D. Aude, 76 Dv 1/34)

Les réseaux d'évasion

Dès l'automne 1940, nombreux sont ceux qui cherchent à quitter la France par l'Espagne : les victimes de persécutions (juifs, opposants aux régimes fascistes, etc.) ; les résistants souhaitant gagner la France libre ; plus tard, les pilotes alliés dont les avions ont été abattus.

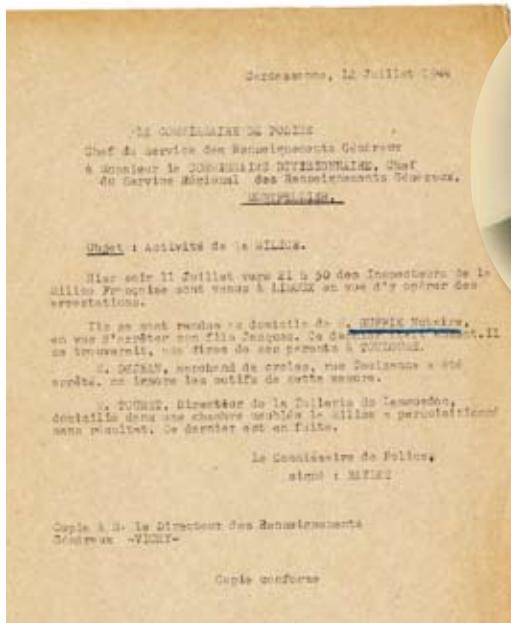
L'Aude n'est pas un département frontalier mais c'est un point de passage obligé pour ceux qui veulent se rendre en Espagne. Différents itinéraires sont possibles : la ligne ferroviaire Narbonne-Port-Bou et la route nationale Narbonne-Perpignan ; les chemins de la Haute Vallée de l'Aude vers l'Andorre ou Font-Romeu ; la voie maritime à partir de Saint-Pierre-la-Mer. À partir de 1942, l'occupation du département par les troupes allemandes et la



Carte des itinéraires des réseaux d'évasion (d'après Julien Allaux, *La 2^e guerre mondiale dans l'Aude*, 1986)

surveillance accrue des côtes rendent difficiles les départs.

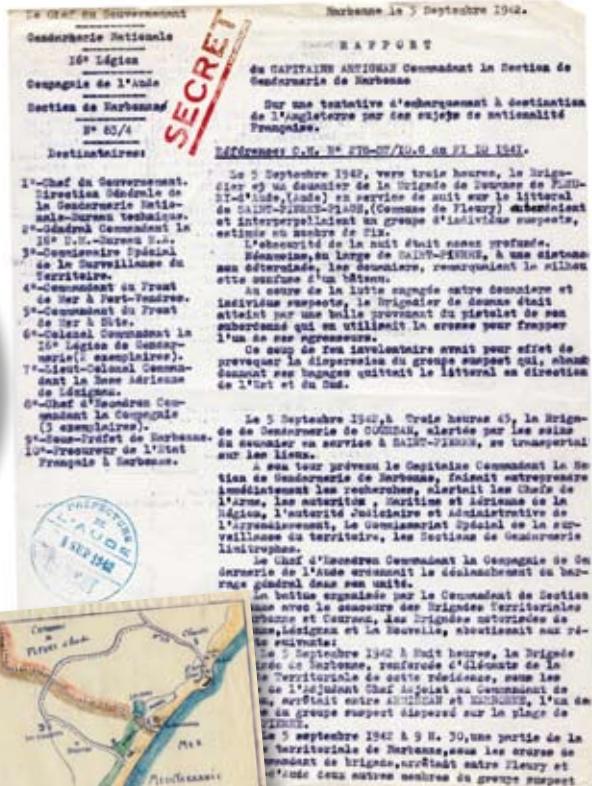
Les filières d'évasion bénéficient souvent de complacités chez les cheminots, dans la gendarmerie et la population, mais le passage des Pyrénées nécessite le recours à des passeurs professionnels, qu'il faut parfois payer fort cher. Pour tous, les risques sont grands.



Portrait de Jacques Ruffié, étudiant à la faculté de médecine de Toulouse, appartenant au réseau de passage des Pyrénées et rapport sur la visite effectuée chez son père par la Milice, 12 juillet 1944 (coll. part. et A. D. Aude, 102 W 117)



Portrait d'Evelyne Peyronel, dite Jacqueline, appartenant au réseau de passage des Pyrénées et chef-adjoint du réseau Ak-Ak, (A. D. Aude, D° 1595)



Rapport de gendarmerie, accompagné d'un plan, faisant état de l'arrestation de 3 résistants, 5 septembre 1942. Dans la nuit du 4 au 5 septembre, plusieurs résistants devaient embarquer à Saint-Pierre-la-Mer pour l'Angleterre. Seul le premier voyage effectué par le canot chargé de les emmener sur un navire au large réussit ; Pierre Brossolette, alias Brumaire, en faisait partie (A. D. Aude, 107 W 211)



Monument inauguré en 1952 à Narbonne plage, commémorant l'exfiltration de Pierre Brossolette en septembre 1942, s. d. (A. D. Aude, 42 W 7)

Les maquis

La loi du 4 septembre 1942 imposant l'envoi d'ouvriers en Allemagne puis la loi du 16 février 1943 instaurant le Service du Travail Obligatoire pour tous les jeunes Français ont un fort impact sur les organisations de Résistance. Nombreux sont les

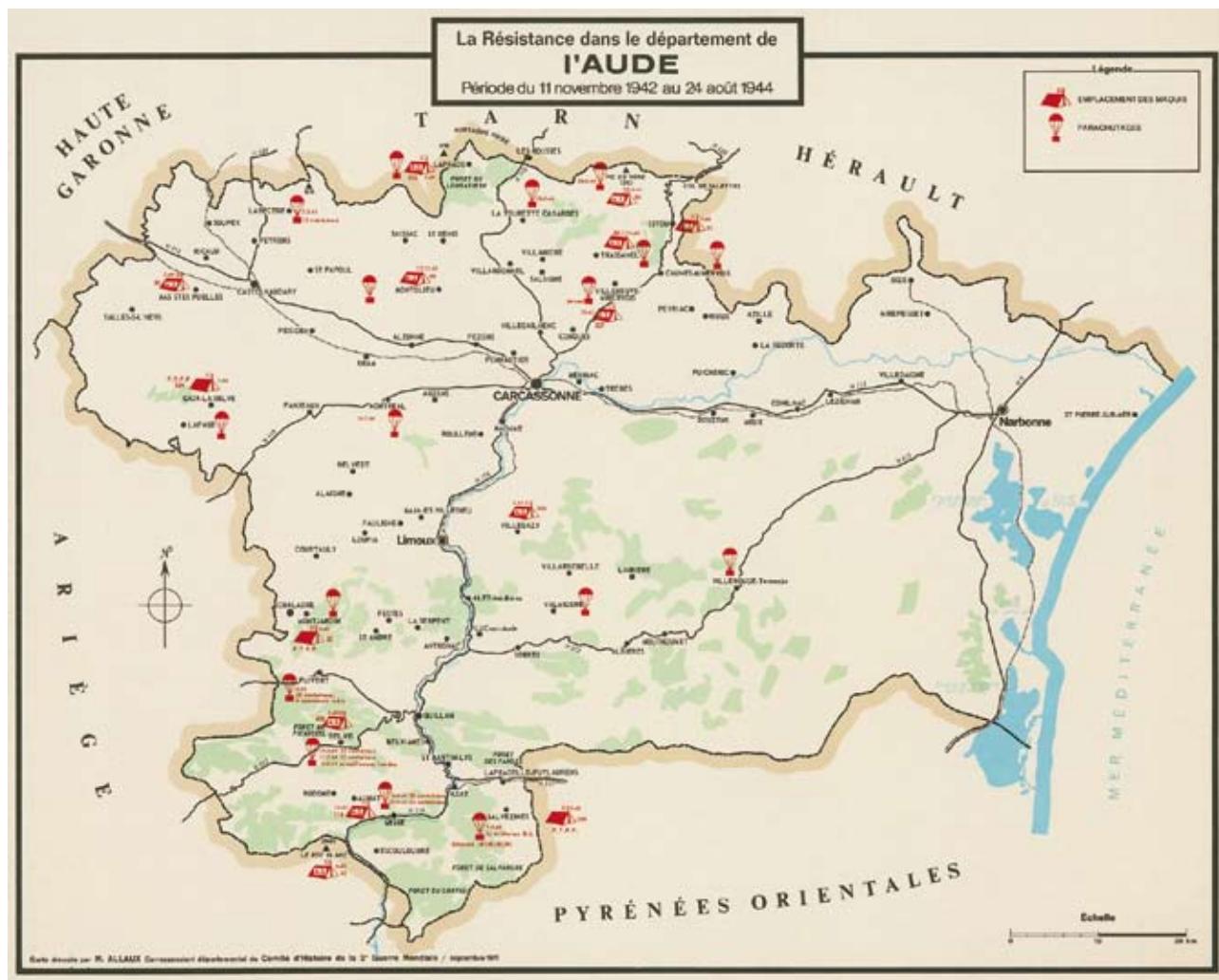
réfractaires qui « prennent le maquis » pour échapper au départ forcé. À l'origine peu importants, ces groupes augmentent considérablement en juin 1944 lors du débarquement en Normandie.



Arrêté du préfet de l'Aude prescrivant le recensement des jeunes gens nés en 1920-1922 pour la Service du Travail Obligatoire, 24 février 1943 (A. D. Aude, 90 W 348)



Affiche pour la promotion du travail en Allemagne, 1943 (coll. part.)



Carte des maquis et des parachutages dans l'Aude, d'après Julien Allaux.
 Compte tenu de leur nombre, tous les maquis figurant sur la carte n'ont pu faire l'objet de notices particulières ;
 cela ne signifie pas pour autant qu'ils ne jouèrent pas
 un rôle important dans la Libération de l'Aude

L'État-major allemand s'inquiète des actions menées par les maquis qui attaquent régulièrement ses convois et gênent les transports de troupes. Aussi, en juillet-août 1944, après avoir localisé leurs campements, souvent grâce à l'aide de la Milice, lance-t-il de violentes attaques contre les maquis.

- COPIE -

ETAT RECAPITULATIF DES DEPENSES DU CAMP Jean ROBERT
du 24 Juillet 1943 au 31 Mars 1944.

| DATE | NATURE DES DEPENSES | DEPENSES EN FR. | RECETTES LOCALES. | RECETTES AUTRES ORGANIS. | RECETTES P.M. |
|---|---|-----------------|--------------------------------|---------------------------|---------------------|
| 24 Juillet | 13 hommes | | | | |
| 30 août 43 | Dépenses alimentaires Frais de 1 ^{er} instal. | 5.608 | 5.365 | / | / |
| Septembre 43 | 18 hommes alimentation | 8.139 | 7.701 | / | / |
| Octobre 43 | 30 hommes alimentation | 10.184 | 8.600 | / | 1.000 (Gaston) |
| Novembre et 1 ^{er} quinz. de décemb. | 34 hommes alimentation. | 18.366 | 8.480 | / | 2.000 (Gaston) |
| 29 décemb. et 1 ^{er} Janv. 1944. | 55 hommes alimentation, Chaussures-Habits. | 15.699 | 4.578 | / | 10.000 (par 130) |
| 2 Janvier et Févr. 44 | 55 hommes alimentation avances maisons | 24.570 | (Mirain) 1.000 6.247.120 | K.U.R. 1.000 (Tel). | 3.000 (Kavrice) |
| Mars 44 | 44 hommes alimentation | 26.313 | / | 27.000 | 15.900 (Gillon) |
| | TOTAL | 116.295 | 31.714 | 20.000 | 29.900 |

Le 31 Mars 44.

Budget du maquis Jean Robert, 1943-1944
(A. D. Aude, 123 J 125)

- FFI - 54

BON DE REQUISITION

Le Commandant du Maquis, du groupe
Minérois Cabard
réquisitionne à M. *Chiffre Amour*
adresse. *Cahuspiet Aude*
au profit de la FFI. pour le 9 juillet
1944
Objet de la réquisition. transport
de St Martin à La Combe Cabard - montant. 500 +
A Villeneuve Minérois le 28 août 1944
pour la journée du 29 juillet 1944
Signature :

Raynaud

(2) FFI, Maquis, dit au Couvent
de St-Auge Gardien de Guillon
Rue de la Foie, 14.
pour réquisition de literie en date du 14 Août 1944

10 Draps fil à 1600 frs unité 16.000
5 Couvertures grandes à 1500 frs unité ~~7.500~~
4 Couvertures moyennes à 1350 frs unité 5.400
~~30.900~~
29.000

Ordonné et certifié exacte la
présente facture de la somme de trente mille cinq
cent quatre vingt francs
Mauri Bourdon
A. D. Aude

Bons de réquisitions par les FFI (A. D. Aude, 91 W 3)

Francs-tireurs et partisans (FTP) Guérilleros espagnols

Organisant la lutte armée contre l'occupant, le Parti communiste français crée au printemps 1942 les Francs-tireurs et partisans. En octobre 1943, Louis Bahi devient commissaire opérations FTP de l'Aude. Tout en conservant leur indépendance, les FTP sont incorporés au printemps 1944 dans les FFI aux côtés de l'Armée secrète et de l'Organisation de Résistance de l'Armée.

Durant l'été 1943, se constitue dans la Haute vallée de l'Aude le maquis Gabriel Péri, comprenant deux groupes, l'un stationné à Montjardin et l'autre à Mijanès. Ces formations prennent le nom de deux résistants exécutés à Nîmes le 22 avril 1943 : Jean



La voiture du maquis Faïta mitraillée par les Allemands à Lairière (A. D. Aude, 89 W 184)

Robert et Vincent Faïta. Le maquis Faïta, situé entre Chalabre et Courtauly, est sous l'autorité de Joseph Alcantara et d'André Riffaut. Le 23 mai 1944, Auguste Cathala, âgé de 19 ans, n'hésite pas à se sacrifier pour permettre aux maquisards d'échapper aux Allemands. Le 26 juillet, Alcantara et Riffaut, partis chercher dans les Corbières un nouveau bivouac,



Le PC du maquis Faïta à Buc (A. D. Aude, 89 W 184)



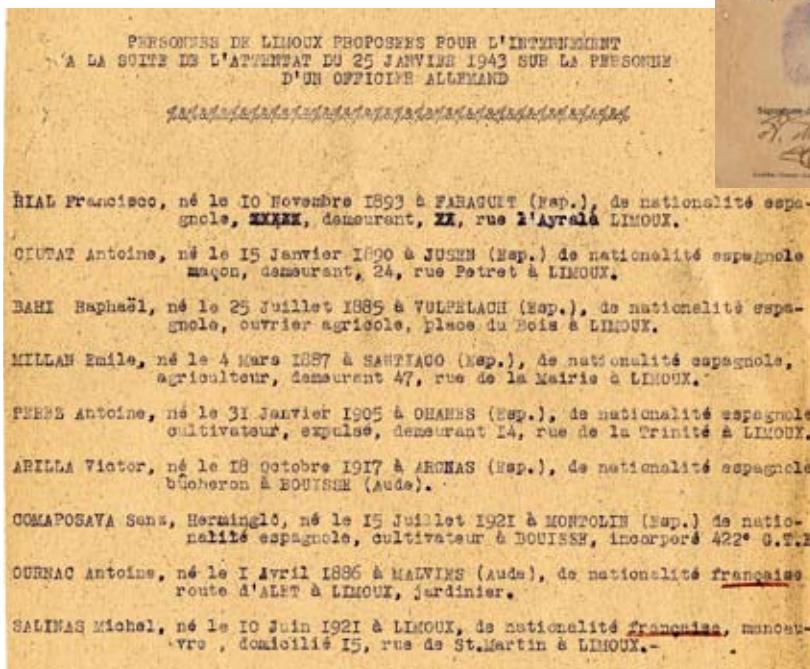
Stèle élevée à Lairière, en mémoire des combattants du maquis Faïta (A. D. Aude, 89 W 184)

sont tués en mission. Les maquisards, traqués, se relient sur Salvezines où ils rejoignent le maquis Jean Robert, commandé par Jean-Louis Meyer.

Les réfugiés espagnols, nombreux dans l'Aude, dispersés pour la plupart dans les Groupements de travailleurs étrangers, sont pour la plupart résolus à poursuivre la lutte contre le fascisme et à s'engager dans la Résistance. En 1941-1942, se constitue la 234^e brigade de guérilleros (devenue en 1943, 5^e brigade), commandée par Antoine Molina puis par Galiano ; en 1942, elle compte 289 combattants dont 2 femmes agents de liaison. Ils mènent des actions efficaces contre les troupes d'occupation et combattent dans les maquis AS et FTPF.



Laissez-passer accordé à Antonio Molina-Belmonte, réfugié espagnol sur la commune de Cuxac-Cabardès, 13 janvier 1940 (A. D. Aude, 4 M 925)



Liste de personnes de Limoux proposées pour l'internement à la suite de l'attentat du 25 janvier 1943 sur la personne d'un officier allemand par les guérilleros espagnols, 1943 (A. D. Aude, 107 W 144)



Revolver 7.65 Eibar fabriqué à Guernica (Musée départemental de la Résistance et de la Déportation, Toulouse)

Le Corps franc de la Montagne Noire

Située entre les deux axes parallèles Castelnaudary-Carcassonne-Narbonne et Castres-Mazamet-Saint-Pons, la Montagne Noire rend difficile les communications de l'armée allemande ; elle est un enjeu stratégique évident. Dès le printemps 1943, elle sert de refuge à de nombreux réfractaires au Service du Travail Obligatoire qui, regroupés en différentes formations, mènent des actions armées contre les troupes d'occupation. En avril 1944, ces maquis fusionnent pour former le Corps franc de la Montagne Noire. À sa tête, un résistant toulousain Roger Mompezat, assisté d'Henri Sévenet alias commandant Mathieu, auxquels vient s'adjoindre Bernard Joan de Kervennoael, chef militaire de l'unité. Ce maquis reçoit directement ses ordres de l'État-major interallié, sans passer par les directions départementales FFI.

Installé dans la forêt de Ramondens, le maquis occupe les baraques des chantiers de jeunesse et dispose de quatre camps : Plo del May, Riedjé, la Galaube et Co de David, situé de part et d'autre de la limite Tarn-Aude. De mai à août 1944, le Corps franc fait preuve d'audace dans ses actions (harcèlement des colonnes allemandes, défilés militaires le 14 juillet à Revel et Dourgne, etc.).

Le 20 juillet 1944, les Allemands attaquent le Corps franc à La Galaube. Six avions Junker bombardent et mitraillent les cantonnements. Quatre hommes sont tués, dont Henri Sévenet. Malgré le déséquilibre des forces en présence, le Corps franc résiste toute une journée mais est contraint de se replier et de se disperser. Certains de ses hommes rejoignent des maquis audois, les autres continuent la lutte dans l'Hérault.



Portrait de Roger Mompezat (extrait de *Les Tarnais. Dictionnaire biographique*. Albi, 1996, p. 223)



Portrait de Henri Sévenet (extrait de *Les Tarnais. Dictionnaire biographique*. Albi, 1996, p. 296)



Insigne du Corps franc de la Montagne Noire (A. D. Aude, E° 680)



Monument-ossuaire de Font Bruno, commune de Labruguière, Tarn (A. D. Aude, 31 Phv 1/151)



Défilé du Corps franc de la Montagne noire à Laprade, 13 juillet 1944 (extrait de *Le Corps franc de la Montagne Noire. Journal de marche... Albi, 1963*)



Portrait de Bernard Joan de Kervenoael (extrait de *Le Corps franc de la Montagne Noire. Journal de marche... Albi, 1963*)



Brassard et insigne du Corps franc de la Montagne Noire (Musée départemental de la Résistance et de la Déportation, Toulouse)



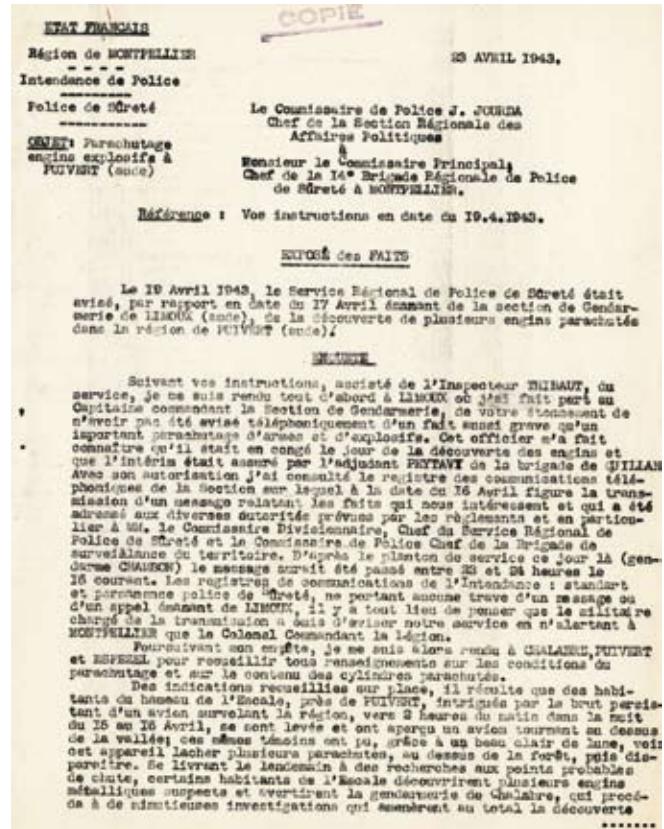
Le maquis de Picaussel

Installé dans une zone forestière, non loin de Puivert, le maquis de Picaussel est un des plus importants de l'Aude (200 hommes en juin 1944, près de 400 en août). Toutes les conditions sont réunies pour assurer son expansion : position stratégique sur la route nationale 117 Perpignan-Bayonne, zone refuge facile à défendre et à évacuer, population locale dans l'ensemble plutôt acquise à la Résistance.



Vue générale du hameau de Lescale. En haut, à droite, la partie enneigée indique la position du maquis (A. D. Aude, 89 W 184)

Au printemps 1943, un parachutage destiné à Rodome atterrit par erreur près du hameau de Lescale. Des jeunes gens du pays récupèrent et dissimulent une partie des armes larguées. C'est alors que commence à se mettre en place le maquis de Picaussel. Placés sous les ordres de l'instituteur du village, Lucien Maury, alias Franck, et de ses deux compagnons, Marius Olive et Émile Peyre, les hommes mènent des actions de guérilla et de combat (attaques de convois allemands, prise de dépôts d'armes, etc.).



Procès-verbal de police faisant état des armes parachutées en avril 1943 près de Lescale et photographie d'un engin explosif saisi (A. D. Aude, 107 W 213)



Lucien Maury
(A. D. Aude,
D° 1430)



Le PC du maquis de Picaussel après destruction, 1944
(A. D. Aude, 89 W 184)



Maquisards à Picaussel (A. D. Aude, 3 Fi 222)



L'école de Lescale qui a échappé à l'incendie
(A. D. Aude, 89 W 184)

Le 5 août 1944, des détachements allemands partent à l'assaut du maquis. Le 6 août, quelques maquisards, conduits par le lieutenant Olive, attaquent l'ennemi au col de la Babourade. Le même jour, Joseph Leuret et Jean Carbou sont tués par les Allemands près de Lescale. Le 7 août, deux colonnes allemandes précédées de chars légers sont momentanément arrêtées par la puissance de feu des résistants qui parviennent à se replier sur Quérigut avant l'arrivée des renforts ennemis. Le 8 août, les Allemands investissent le campement du maquis déserté. Le lendemain, furieux de leur échec, ils incendient le hameau de Lescale, après en avoir chassé les habitants. Le village n'a été entièrement reconstruit qu'en 1956.



Le hameau de Lescale après l'incendie
(A. D. Aude, 89 W 184)

Le maquis de Trassanel

La commune de Trassanel abrita, dans une de ses grottes, deux maquis bien distincts.



L'entrée de la grotte de Trassanel (A. D. Aude, 31 Phv 1/111)

Louis Raynaud, alias Rollet, chef du secteur AS (Armée secrète) du Minervoïs, cache en juin 1943 des réfractaires au STO dans sa propriété à Bagnoles. Mais l'accroissement des effectifs contraint le groupe à chercher un abri plus sûr : Laurent Durand, avec l'aide d'Edmond Agnel, aménage à cet effet la grotte de Trassanel. En janvier 1944, le maquis s'installe à Citou, mais les menaces que font peser la Gestapo et la Milice l'obligent à déplacer régulièrement le campement. L'opération allemande du 22 avril 1944 met fin à l'existence du maquis : Edmond Agnel est torturé et exécuté, le maire du village et trois autres patriotes arrêtés et déportés ; la plupart des hommes intègrent le groupe de Citou.

À la demande de Jean Bringer, chef départemental FFI, Antoine Armagnac alias Arnal, ouvrier des Mines de Salsigne, a constitué en janvier 1944 un maquis dont le rôle essentiel est de contrôler l'axe Carcassonne-Mazamet. Le groupe, bien armé et bien organisé, mène des actions efficaces de sabotage et de guérilla. Au début du mois d'août, les Allemands, après avoir attaqué le Corps franc de la Montagne Noire et pourchassant certains de ses éléments, localisent les hommes d'Antoine Armagnac. Cherchant à se replier sur Citou, ceux-ci font une halte le 8 août à la grotte de Trassanel où ils se croient en sécurité. L'arrière-garde qu'ils ont laissée à la bergerie de Picarot est surprise par les Allemands : les prisonniers sont torturés, sept hommes exécutés d'une balle dans la nuque. Le groupe Armagnac, prévenu, abandonne la grotte mais tombe sous les coups des Allemands qui leur inter-

disent toute retraite, tirant au fusil mitrailleur et achevant les blessés à l'arme blanche. Une trentaine d'hommes sont faits prisonniers et fusillés dans un chemin creux.



Stèle à la mémoire de Edmond Agnel, tombé à Sériès, commune de Trassanel le 22 avril 1944 (A. D. Aude, 31 Phv 1/118)

Feldkommandantur 734
 Abt I a N° 1032

Carcassonne, le 9 Août 1944

OBJET : Remise de corps.

Ch. de la Aude, 129

A LA PREFECTURE DE L'AUDE
 Service des Relations Franco-Allemandes
CARCASSONNE

Les corps des maquis fusillés pendant l'opération dans la région d'Ilhes-Cabardès-Trassanel sont rendus pour être inhumés. Les papiers, portefeuilles etc... se trouvant sur les corps (environ 20) tendus le long de la route de Villeneuve doivent être retirés et remis à la Police Secrète Allemande.

Nous vous faisons tout particulièrement remarquer que l'inhumation doit avoir lieu en toute tranquillité et sans manifestation.

Signé : **KARBE.**
 Commandant.

TRADUCTION



Antoine Armagnac mort le 8 août 1944 en tentant de couvrir la fuite de ses hommes (A. D. Aude, E° 1209)

Feldkommandantur 734
 Abt. I a - Nr. 1032

Carcassonne, 9. August 1944.

Betr.: Freigabe von Leichen.
Sachl. -

An die
 Prefecture de l'Aude
 Service des Relations franco-allemandes
CARCASSONNE

Die gelegentlich eines Unternehmens in der Gegend um Ilhes-Cabardès Trassanel erschossenen Maquis werden zur Beerdigung freigegeben. Es wird gebeten, den Müll der Straße Villeneuve liegendem (etwa 20) die Papiere, Brieftaschen usw. abzunehmen und der Sipö einzureichen. Es wird besonders darauf hingewiesen, daß die Beisetzung in aller Stille ohne irgendwelche Demonstration zu erfolgen hat.

Der Feldkommandant
 I.V. *Karbe*
 Major.

Lettre du Feldkommandant Karbe mettant à disposition les corps des fusillés de Trassanel et réclamant que les effets des morts soient remis à la Police secrète allemande, 9 août 1944 (A. D. Aude, 107 W 231)



La stèle de la Grave (commune des Ilhes-Cabardès) érigée à l'emplacement où furent exécutés les sept hommes de l'arrière-garde (A. D. Aude, 31 P hv 1/120)

La Libération

Au début du mois d'août 1944, après les opérations menées contre les maquis, les Allemands paraissent maîtres de la situation dans l'Aude. Mais les événements se précipitent sur le front de l'Est et en Normandie où les Alliés progressent. Le débarquement des troupes franco-américaines en Provence le 15 août incite les maquis à reprendre l'action de guérilla. Du 17 au 25 août, ils attaquent les unités allemandes qui ont reçu l'ordre de faire retraite.

Les occupants évacuent l'Aude le 19 août 1944, après avoir fait sauter différentes installations militaires. À Carcassonne et à Narbonne, les chefs de la Milice et du groupe Collaboration les accompagnent. Le département n'est pas pour autant libéré : pendant 5 jours, des colonnes ennemies

vont le traverser. Harcelés par les maquis, les Allemands ripostent violemment et s'en prennent aux civils. Leur aviation bombarde les dépôts d'essence ou de munitions qui n'avaient pas été détruits.

Square Gambetta
à Carcassonne,
22 août 1944
(A. D. Aude, 89 W 184)



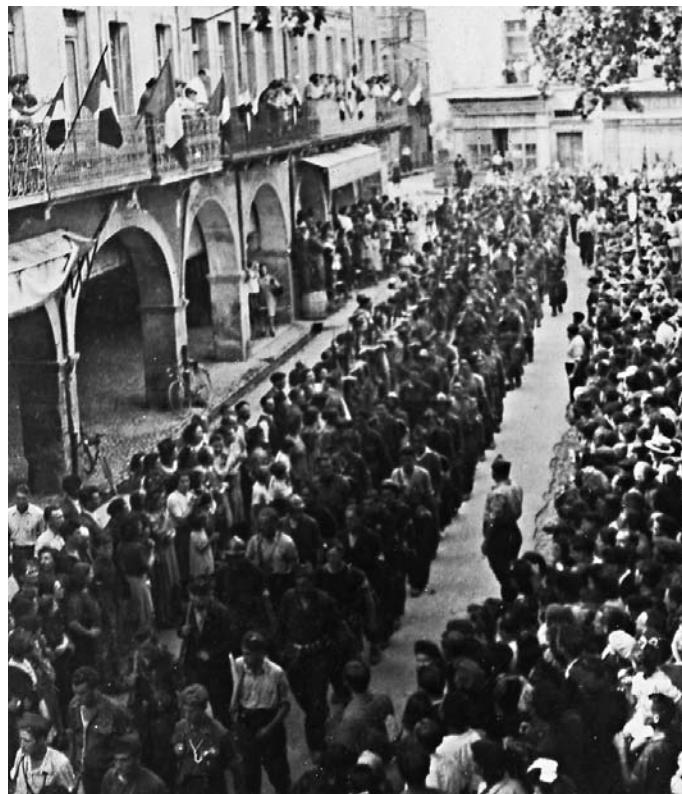
Effigie d'un soldat allemand, placé sur une barricade située en face de la prison à Carcassonne, dessin de Jacques Ourtal, 1944 (A. D. Aude, 2 J 86)

Quartier de
l'Olivette à
Carcassonne,
30 août 1944
(A. D. Aude,
89 W 184)





FFI devant les fortifications édifiées par les Allemands à la hauteur de la prison à Carcassonne, 31 août 1944 (A. D. Aude, 89 W 184)



Défilé des FFI à Limoux, sur la place de la République, août 1944 (A. D. Aude, 89 W 184)

ETAT-MAJOR F.F.I.
1er Bureau
N°: 81

ETAT
Matrique des F.F.I. du Département de l'Aude
(approximatif)

5 SEP 1944
GABRIEL

| Désignation des unités | Emplacement | Effectif |
|------------------------|---------------|----------|
| Etat-Major | Carcassonne | 20 |
| Maquis de Picussuel | Pennusviel | 300 |
| Maquis d'Avnat | Trèbes | 98 |
| Groupe Larrouis | Boutte-Gash | 115 |
| Détachement F.F.I. de | Castelnaudary | 50 |
| | Limoux | 130 |
| | Marbonne | 30 |
| | Capendu | 35 |
| | Monttréal | 15 |
| | Quillea | 20 |
| Groupe du Minervois | Rieux | 200 |
| F.T.F.F. | Département | 830 |
| | TOTAL..... | 1.643 |
| U.N.E (Espagnols) | Mérial | 290 |

P.C le 5 Septembre 1944
Le Chef Départemental des F.F.I.

DESTINATAIRES :
- Préfecture
- Chef d'Etat-Major
- 1er Bureau
- Archives.

État des FFI de l'Aude, 5 septembre 1944 (A. D. Aude, 107 W 646)

COMITE DEPARTEMENTAL DE LIBERATION DE L'AUDE

-i-i-i-i-i-i-i-i-i-

séance du 23 Août 1944

Avant l'ouverture de la séance, Monsieur le Préfet tient à prendre contact avec tous les Délégués à qui il souhaite la bienvenue et leur demande de travailler en bonne harmonie dans l'intérêt de la France. Il s'excuse de ne pouvoir assister à nos travaux et donne rendez-vous au Comité ~~F.P.~~ pour après midi.

La séance est alors ouverte :

Etaient Présents :

| | | |
|----------|---|---------------------|
| MR. VALS | } | Délégués des M.L.N. |
| MILHAU | | |
| AUGUSTE | - | F.N. |
| ARNAUD | - | C.F.T. |
| GERMAIN | - | F.C. |
| GUILLE | - | F.S. |

VALS demande à ARNAUD des précisions sur sa présence, ce dernier présente le mandat qu'il détient du CANTAL et donne en même temps d'utiles précisions sur la reconstitution des ~~F.U.D.~~ illégales:

VALS fait alors remarquer qu'à l'avenir il serait souhaitable que tous les délégués soient des Audois.

Avant d'aborder l'ordre du jour, AUGUSTE demande à ce que l'on procède à la constitution du bureau, tout le Comité étant d'accord, sont désignés :

M. VALS (M.L.N.) Président
M. AUGUSTE (F.N.) Secrétaire

VALS fait un bref compte rendu des démarches qu'il a fait pour réunir Samedi 19 la C.D., et, les décisions qu'ils ont dû prendre en l'absence des Délégués du F.C., du F.N., et de la C.G.T.; ces décisions justifient leur absence et approuvent l'ensemble de l'action entreprise, ainsi que les démarches faites en faveur du C.D. auprès de M. le Préfet.

CONSTITUTION DEFINITIVE DU COMITE PLENIER

AUGUSTE rappelle que le cas de Léon BLUM était resté en suspend GUILLE (F.S.) fait remarquer qu'il ne comprendrait pas qu'ayant accepté GOUT on refuserait d'admettre Léon BLUM.

GERMAIN et ARNAUD se déclarent d'accord, AUGUSTE rappelle la position de la dernière séance et BLUM est admis à l'unanimité.

AUGUSTE présente et soutient la candidature d'YVONNE à qui les M.L.N. opposent leur assistance sociale.

Une large discussion s'engage; plusieurs points de vue sont exposés sans toutefois rallier l'unanimité du Comité.

ARNAUD fait alors la proposition suivante :

J'ai demandé qu'une large place soit accordée aux femmes et je ne verrai aucun inconvénient à ce qu'elles soient admises

.../...



Portrait de Francis Vals, président du Comité départemental de Libération (Col. part.)

Mais la lutte contre l'Allemagne nazie est loin d'être achevée. Les Résistants audois se constituent en unités régulières et poursuivent le combat dans l'est de la France puis en Allemagne. Ceux du Corps franc sont incorporés dans un escadron du 8^e Dragons ; le maquis de Piccaussel constitue le 1^{er} bataillon du 81^e R. I. (Lucien Maury) tandis que le Groupe Minervois devient le 2^e bataillon (Maurice Allaux) et que les maquis FTP se regroupent dans le 3^e bataillon.

Procès-verbal de la séance du Comité départemental de Libération,
23 août 1944 (A. D. Aude, 107 W 435)

Les martyrs de Baudrigues

Le 19 août 1944, dans l'après-midi, plusieurs explosions se font entendre dans le domaine de Baudrigues, sur la commune de Roullens. Le lendemain matin, dans un parc ravagé, on retrouve neuf corps, méconnaissables et difficilement identifiables.



Le château de Baudrigues après l'explosion du dépôt de munitions (extrait de Roger Lair, *Aimé Ramond, de Montgeard à Carcassonne...*)

Ce jour 19 Août 1944, on nous apprend que le dépôt de Munitions de "BAUDRIEVE" situé au-dessus de la rue de MADAME Vaut d'exploser. Les gendarmes de Roullens (Aude) ont été avisés.

Signalement au commissariat de police de Carcassonne de l'explosion au dépôt de Baudrigues (A. D. Aude, 107 W 636)

Légion du Languedoc GENDARMERIE NATIONALE

Compagnie de l'Aude

Ce jour d'hui, vingt-huit août mil neuf cent quarante quatre à quinze heures.

Section de Carcassonne

Équipe sous-officiers { LARABIE, Jean, Mal, des Logis Chef
BAZE, Fernand,
AUSSEIL, Joseph,
CLARET, Raïle,

Brigade de Carcassonne

Gendarmes à la résidence de Carcassonne, département de l'Aude, revêtus de notre uniforme et conformément aux ordres de nos Chefs, rapportons ce qui suit:

Le 26 Août 1944 à neuf heures, agissant en vertu d'une note de service du Chef d'Escadron Colonel de Commandant la Compagnie de Gendarmerie de l'Aude n° 1000 du 25 Août 1944, à l'effet de procéder à un dépôt de munitions sur la mort de plusieurs soldats, territoriaux Français au dépôt de munitions de Baudrigues, territoire de la commune de Roullens (Aude), nous nous sommes rendus sur les lieux et avons fait les constatations suivantes:

Le dépôt de munitions de Baudrigues, est situé sur le territoire de la commune de Roullens (Aude), à six kilomètres au Sud de Carcassonne et à 400 mètres à l'Ouest de la Route Nationale n° 1018 reliant Carcassonne à Limoux. Cette campagne a été presque entièrement détruite par les explosions des dépôts de munitions qui étaient entreposés à cet endroit. En raison du danger des dépôts non encore explosés et des nombreuses mines sur ce terrain la découverte des cadavres s'est avérée impossible.

Nous nous sommes livrés à une enquête et avons recueilli les renseignements suivants:

M. JUVANIN, Lucien, 47 ans, Instituteur et Secrétaire de Mairie à Roullens (Aude), déclare à 13 H:

"Samedi 19 Août 1944 vers 18 H 30, j'ai été avisé que la ferme de Baudrigues commune de Roullens, allait être détruite par les explosions des dépôts de munitions. En effet, j'ai appris que le matin même le charretier de la campagne avait été avisé par un soldat allemand que l'explosion des différents dépôts de munitions était imminente. Celui-ci en a fait part au régisseur qui lui s'est renseigné auprès du Chef de groupement, un adjudant-chef résidant à Baudrigues depuis deux ans. Ce dernier a confirmé immédiatement et sur le secret du secret les propos précédents.

Aussitôt les précautions ont été prises pour assurer en partie l'évacuation du mobilier et du cheptel.

Procès-verbal de gendarmerie dressé après l'explosion, 28 août 1944 (A. D. Aude, 107 W 633)

Bien que de grandes incertitudes demeurent, le drame peut être reconstitué. Les Allemands, avant d'évacuer la ville, ont fait sauter leurs dépôts de munitions. Auparavant, ils y avaient transféré des détenus de la prison de Carcassonne. On en ignore l'identité et le nombre exact. Tous ont trouvé la mort, fusillés ou massacrés d'horrible façon. Ont été identifiés le chef départemental FFI Jean Bringer (arrêté le 29 juillet 1944) ; l'officier de police Aimé Ramond (arrêté le 30 juillet) ; Maurice Sevajols du maquis de Llauro ; Pierre Roquefort, Léon Juste, Jean Hiot et Gilbert Bertrand du maquis de Trassanel. On découvre également les corps de deux femmes demeurées jusqu'à ce jour inconnues.

La prison de Carcassonne conserve un témoignage émouvant : le testament rédigé en occitan qu'Aimé Ramond grave en toute hâte sur un mur de sa cellule juste avant son départ pour Baudrigues. Le 27 août 1944, Aimé Ramond est inhumé à Montgeard (Haute-Garonne).

Le 31 août, ont lieu à Carcassonne, dans une ville en deuil, les obsèques solennelles de Jean Bringer.



Jean Bringer (extrait de J. Allaux, *La Deuxième Guerre mondiale dans L'Aude*. Épinal, 1986)



Aimé Ramond (extrait de R. Lair, *Aimé Ramond. De Montgeard à Carcassonne...* Carcassonne, 1995)

Renseignements complémentaires:
 Au total neuf cadavres ont été retrouvés dans le parloir de Baudrigues, sept hommes et deux femmes. Tous ces cadavres sont déshabillés, seuls deux cadavres ont pu être identifiés.

Etat-civil:
 1° RAMOND, Aimé, Jean, Marie, Louis, né le 30 Août 1918 à Montgeard, (Haute Garonne), célibataire, Officier de Paix à Carcassonne.
 2° BRINGER, Jean, du Bousquet d'Orb, (Réault)
 3° cadavre d'un homme non identifié
 4° cadavre d'un homme non identifié
 5° cadavre d'un homme non identifié
 6° cadavre d'un homme non identifié
 7° cadavre d'un homme non identifié
 8° cadavre d'une femme non identifiée
 9° cadavre d'une femme non identifiée.
 Trois expéditions, destinées à Mr. le Procureur

Procès-verbal de gendarmerie dressé après l'explosion, 28 août 1944 (A. D. Aude, 107 W 633)



Inscriptions faites par Aimé Ramond sur le mur de la cellule 13 à la prison de Carcassonne (A. D. Aude, 31 Phv 2/10-11)

AQUO ES MOUN TESTOMEN
 SE DAISSI MA BIDD
 DINS AQUESTE AFFA
 SOUHAITI QUE MOUS
 PARENS CADUSISQUON
 L'ALBERT RAMOND DE
 LIBOURNO COUMO HERITIE
 A MENS QUE MA
 CARO HENRIETTO
 Y FASCO EMPACHOMEN

Le 31 août, ont lieu à Carcassonne, dans une ville en deuil, les obsèques solennelles de Jean Bringer.



Obsèques de Jean Bringer à Carcassonne, 31 août 1944 (A. D. Aude, 2 Fi 2501)

Le martyrologe de la Résistance dans l'Aude

| | |
|---|------------|
| Internés par mesure administrative | 86 |
| Déportés revenus des camps de concentration | 92 |
| Déportés morts en déportation | 84 |
| F.F.I. tués en combat ou fusillés | 96 |
| Civils fusillés ou abattus | 58 |
| Total | 416 |

Tableau dressé par Julien Allaux en 1986

Les chiffres donnés ne sauraient être considérés comme rigoureusement exacts ; les sources sont malheureusement lacunaires et trop d'incertitudes demeurent sur le sort qui fut réservé aux résistants faits prisonniers ou disparus. De nombreuses stèles témoignent encore du sacrifice que ces femmes et ces hommes firent de leur vie pour la sauvegarde des valeurs de la République.



Stèle érigée en hommage aux guérilleros FFI à la gare d'Alet-les-Bains (A. D. Aude, 31 Phv 1/32)



Stèle érigée à la mémoire d'Auguste Cathala tombé à la ferme du Roudié le 23 mai 1944 (A. D. Aude, 31 Phv 1/90)



Plaque commémorative rappelant l'incendie du hameau de Lescale par les troupes allemandes le 9 août 1944 (A. D. Aude, 31 Phv 1/39)



Monument érigé en l'honneur du maquis de Trassanel
(A. D. Aude, 31 Phv 1/98)



Monument érigé à Badens en l'honneur des maquisards
qui constituèrent le bataillon Minervois
(A. D. Aude, 31 Phv 1/176)



Monument ossuaire de Font Bruno à la mémoire du Corps
franc de la Montagne Noire (A. D. Aude, 31 Phv 1/132)



Plaque commémorative à la gare SNCF de Narbonne à la mé-
moire des agents morts durant la Seconde guerre mondiale
(A. D. Aude, 31 Phv 1/182)



Monument érigé à Carcassonne en l'honneur
de la Résistance (A. D. Aude, 31 Phv 1/227)

Remerciements

Nous tenons à remercier tout particulièrement pour l'aide et le soutien qu'ils nous ont apportés, pour les documents et objets qu'ils nous ont communiqués et prêtés : M. Guillaume Agullo, directeur du Musée départemental de la Résistance et de la Déportation à Toulouse ; l'Amicale des Anciens combattants et sympathisants de Puivert ; l'Amicale des Anciens du maquis de Picaussel ; les Archives départementales du Tarn ; l'Association des Amis de Lescale ; M. Jean Bardiès ; M^{me} Odette Bordes ; M. Jonathan Boussioux-Cazal ; M^{me} Sandrine Bru, directrice du Service départemental de l'Office national des Anciens combattants et des Victimes de guerre ; M. Jean-Claude Capéra ; le Centre culturel de la Mémoire combattante du département de l'Aude ; M. Georges Clément, président du Centre culturel de la Mémoire combattante du département de l'Aude ; Colonel Gérard Collin, délégué général de l'Aude du Souvenir français ; M. Michel Dejean ; M. Robert Fabre ; M. Serge Fournié ; M. Georges Frêche, président du Conseil régional de Languedoc-Roussillon ; M. B. Genzling ; M. Jacques Guilhaumou ; M. Hérail ; M. et M^{me} Hograindeur ; M. François Icher ; M. Pierre Izard, président du Conseil général de la Haute-Garonne ; M^{me} Monique Jacomi ; M. Jacques Laffont, maire de Montjardin ; M. André Lajoue ; M. Gauthier Langlois ; M. Jean Louman ; M. Michel Mallabiau ; M. Claude Marquié ; M. Jean-François Mendiondo, directeur de la Maison d'arrêt de Carcassonne ; Musée départemental de la Résistance et de la Déportation à Toulouse ; Musée militaire de Floure ; Musée régional de la Résistance et de la Déportation de Castelnaud-le-Lez ; M. Rémy Pech ; M. Jean-Pierre Peskens ; M. André Rieussec ; M. Alain Riols, président du Musée régional de la Résistance et de la Déportation de Castelnaud-le-Lez ; M. Claude Rives ; M. Francis Routelou ; M. Pierre Ruffié ; M^{me} Nadine Satgé ; M. Philippe Satgé, directeur du CDDP ; M. David Scagliola, président délégué du Centre culturel de la Mémoire combattante du département de l'Aude ; M. Thierry Sénichault, directeur départemental de la Sécurité publique ; M. Raymond Soula ; M. Pierre Soula, maire de Rimont.

Rédaction du catalogue :

Yannis Bautrait, Jean Blanc, Sylvie Caucanas.

Recherches :

Marion Camarasa, Marc Trille.

Cartographie :

Alain Estieu.

Secrétariat :

Patrice Bernard, Thérèse Del Vals, Huguette Galinier.

Crédits photographiques et travaux de numérisation :

Archives départementales de l'Aude (Yannis Bautrait, Alain Estieu, Alexandre Fernandez).

Conception de l'exposition :

Yannis Bautrait, Françoise Fassina, Geneviève Rauzy.

Montage de l'exposition :

Alain Carsenac, Claude Gau.

Conception graphique et impression :

Imprimerie de Bourg pour le catalogue, t2p numérique pour l'exposition.

Table des matières

| | |
|---|----|
| Avant-propos..... | 3 |
| Introduction..... | 5 |
| Orientations bibliographiques..... | 7 |
| Sources..... | 11 |
| Repères chronologiques..... | 14 |
| Continuer la lutte ou capituler ?..... | 19 |
| La voie de la collaboration..... | 21 |
| Premiers actes de résistance..... | 24 |
| Les Mouvements de Résistance..... | 28 |
| L'occupation allemande..... | 31 |
| Combattre la propagande de Vichy..... | 34 |
| Dans la clandestinité..... | 37 |
| Action politique et militaire..... | 39 |
| Sabotages et attentats..... | 42 |
| Les réseaux de renseignement..... | 45 |
| Les réseaux d'évasion..... | 47 |
| Les maquis..... | 49 |
| Francs-tireurs et partisans (FTP). Guérilleros espagnols..... | 53 |
| Le Corps franc de la Montagne Noire..... | 55 |
| Le maquis de Picaussel..... | 57 |
| Le maquis de Trassanel..... | 59 |
| La Libération..... | 61 |
| Les martyrs de Baudrigues..... | 64 |
| Le martyrologe de la Résistance..... | 67 |
| Remerciements..... | 69 |

Photographie de la 1^{re} de couverture : Tract saisi par les services de la sous-préfecture de Narbonne (A. D. Aude, 99 W 61).

Photographie de la 4^e de couverture : Affiche, 1944 (coll. part.).

